INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

Rapport annuel de gestion 2013-2014

Québec

Pour tout renseignement concernant l'Institut de la statistique du Québec et les données statistiques dont il dispose, s'adresser à :

BUREAU DE QUÉBEC
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1R 5T4

BUREAU DE MONTRÉAL
Institut de la statistique du Québec
1200, avenue McGill College
Montréal (Québec) H3B 4J8

Téléphone : 418 691-2401 ou 1 800 463-4090 (sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)
Site Web : www.stat.gouv.qc.ca
Compte Twitter : @statquebec

La forme masculine utilisée dans ce document désigne tout aussi bien les femmes que les hommes.

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
3e trimestre 2014
ISBN : 978-2-550-71456-9 (version imprimée)
ISBN : 978-2-550-71457-6 (PDF)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 2010

Tous droits réservés pour tous les pays.

Septembre 2014

Crédits des photographies

p.9 : © iStockphoto.com/stevecoleimages
p.13 : © iStockphoto.com/Yuri_Arcurs
p.23 : © iStockphoto.com/blackred
p.45 : © iStockphoto.com/konradlew
p.61 : © iStockphoto.com/skynesher
p.63 : © iStockphoto.com/Yuri_Arcurs
p.73 : © iStockphoto.com/FélixLaframboise
p.107 : © iStockphoto.com/mattjeacock

Pochette : Organigramme au 31 mars 2014 : © iStockphoto.com/lisegagne
Sommaire des résultats liés au Plan stratégique 2009-2014 : © iStockphoto.com/nikada

Monsieur Jacques Chagnon
Président de l'Assemblée nationale
1045, rue des Parlementaires
Hôtel du Parlement
Québec (Québec) G1A 1A4

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de déposer, conformément à la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec, le *Rapport annuel de gestion* de cet organisme pour l'exercice financier qui s'est terminé le 31 mars 2014.

Ce rapport expose les principales réalisations de l'Institut ainsi que les résultats du *Plan stratégique 2009-2014* et de l'addenda au *Plan d'action de développement durable 2008-2013*. Par ailleurs, il présente de nombreuses informations quant à l'utilisation des ressources financières, humaines et informationnelles au sein de l'organisation et rend compte de la conformité aux diverses exigences législatives et réglementaires.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre des Finances,

Carlos Leitão
Québec, le 16 septembre 2014

Québec, le 30 juin 2014

Monsieur Carlos Leitão
Ministre des Finances
Édifice Gérard-D.-Lévesque
12, rue Saint-Louis, 1er étage
Québec (Québec) G1R 5L3

Monsieur le Ministre,

Ce rapport présente les principales réalisations de l'Institut au cours de l'exercice financier 2013-2014 en fonction de son *Plan stratégique 2009-2014*, de l'addenda au *Plan d'action de développement durable 2008-2013* et de sa *Déclaration de services aux citoyens*.

Au nom de l'Institut de la statistique du Québec, je réitère notre engagement à demeurer une organisation performante et résolument axée sur la qualité de l'information statistique produite pour le Québec.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Ministre, mes salutations distinguées.

Le directeur général,

Stéphane Mercier

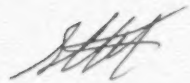
DÉCLARATION ATTESTANT LA FIABILITÉ

Le *Rapport annuel de gestion 2013-2014* de l'Institut de la statistique du Québec présente fidèlement la mission et la vision de l'organisme.

Ce rapport expose les orientations et les résultats liés au *Plan stratégique 2009-2014* et rend compte des engagements relatifs à la Déclaration de services aux citoyens. Il comprend également une description de l'utilisation des ressources au sein de l'Institut.

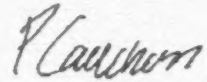
À notre connaissance, les données contenues dans le *Rapport annuel de gestion 2013-2014* ainsi que les contrôles afférents à ces données sont fiables et correspondent à la situation telle qu'elle se présentait au 31 mars 2014.

Les données financières ont été vérifiées par le Vérificateur général du Québec.

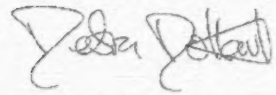


Stéphane Mercier
Directeur général

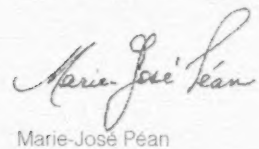
Patricia Caris
Directrice générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales



Pierre Cauchon
Directeur général adjoint aux statistiques et à l'analyse économiques



Debra Dollard
Directrice générale adjointe aux services à la production statistique



Marie-José Péan
Secrétaire
Directrice générale adjointe à la coordination institutionnelle

09 PARTIE 1 PRÉSENTATION DE L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

13 PARTIE 2 BILAN DES PRINCIPALES RÉALISATIONS

21 PARTIE 3 RÉSULTATS LIÉS AU PLAN STRATÉGIQUE 2009-2014

39 PARTIE 4 RÉSULTATS LIÉS AU PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES

- 40 Plan d'action de développement durable 2008-2013
- 44 Changements climatiques

45 PARTIE 5 RÉSULTATS LIÉS À LA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS

47 PARTIE 6 UTILISATION DES RESSOURCES

55 PARTIE 7 EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES

- 56 Accès aux documents et protection des renseignements personnels
- 57 Programme d'accès à l'égalité en emploi
- 63 Allégement réglementaire et administratif
- 64 Éthique
- 65 Emploi et qualité de la langue française dans l'Administration
- 66 Politique de financement des services publics
- 67 Rapport du Vérificateur général et états financiers
- 87 Liste des enquêtes statistiques

89 ANNEXES

- 90 Annexe 1 – Liste des publications
- 94 Annexe 2 – Liste des articles parus dans les périodiques de l'Institut de la statistique du Québec

POCHETTE SOMMAIRE DES RÉSULTATS LIÉS AU PLAN STRATÉGIQUE 2009-2014

ORGANIGRAMME AU 31 MARS 2014

ACFAS	Association francophone pour le savoir
BDSO	Banque de données des statistiques officielles sur le Québec
CID	Centre d'information et de documentation
ELDEQ	Étude longitudinale du développement des enfants du Québec
EQCOTESST	Enquête québécoise sur des conditions de travail, d'emploi et de santé et de sécurité du travail
EQDEM	Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle
ETC	Équivalent temps complet
IMDPE	Instrument de mesure du développement de la petite enfance
MRC	Municipalité régionale de comté
OCCQ	Observatoire de la culture et des communications du Québec
PDEIPH	Programme de développement de l'employabilité à l'intention des personnes handicapées
PME	Petite et moyenne entreprise
R-D	Recherche et développement
RI	Ressources informationnelles
SADR	Services d'accès aux données à des fins de recherche
SQI	Société québécoise des infrastructures

01

PRÉSENTATION DE L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

MISSION

L'Institut de la statistique du Québec est l'organisme gouvernemental responsable de produire, d'analyser et de diffuser des informations statistiques officielles, objectives et de qualité pour le Québec. Ces informations enrichissent les connaissances, éclairent les débats et appuient la prise de décision des différents acteurs de la société québécoise.

L'Institut est responsable de toutes les enquêtes statistiques d'intérêt général. Il publie annuellement les résultats de l'*Enquête sur la rémunération comparée des salariés*. L'organisme établit et tient à jour le bilan démographique du Québec. L'Institut assure également le suivi des indicateurs de la *Stratégie gouvernementale de développement durable*.

Organisation de haut savoir grâce à la compétence et à l'engagement de ses employés, l'Institut décline son expertise en matière d'information statistique régionalisée le cas échéant, dans les domaines suivants :

- Culture et communications
- Démographie et données sociales
- Développement durable
- Économie et finances
- Santé, éducation et bien-être
- Travail et rémunération

L'Institut offre également des services de nature scientifique et technique, à savoir la réalisation d'enquêtes, d'études et d'analyses, de travaux méthodologiques et de traitement des données ainsi que la réalisation d'études d'impact économique.

L'Institut facilite l'utilisation des statistiques disponibles à des fins de recherche afin d'en maximiser l'exploitation dans le respect de la confidentialité.

En partenariat, il favorise la coordination des activités statistiques des ministères et des organismes de l'administration publique québécoise.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Afin de s'acquitter de ses responsabilités, le directeur général est assisté d'un secrétariat, de quatre directions générales adjointes, de treize directions et de deux services. Les responsabilités des directions générales adjointes touchent les domaines des statistiques économiques et sociales, les services à la production statistique et la coordination institutionnelle.

Enfin, le directeur général peut compter sur un Comité d'éthique, formé principalement d'experts externes, qui émet des recommandations fondées sur des principes reconnus en matière d'éthique dans le respect des participants aux enquêtes.

L'organigramme de l'Institut en vigueur au 31 mars 2014 est présenté dans la pochette.

VISION

AU CŒUR DE VOTRE RÉFLEXION, EN APPUI À VOS DÉCISIONS, NOTRE LEADERSHIP, NOTRE EXPERTISE, NOTRE CONTRIBUTION À L'AVANCEMENT DU QUÉBEC.

CLIENTÈLE ET PARTENAIRES

L'Institut dessert la population québécoise dans son ensemble. L'administration publique québécoise constitue un partenaire de premier plan. L'Institut met ses services à la disposition des organismes parapublics des milieux de la santé et de l'enseignement, des municipalités, des centres de recherche, des entreprises privées, des organisations syndicales, patronales et du milieu associatif.

Tout en demeurant le lieu privilégié de la production et de la diffusion de l'information statistique sur le Québec, l'Institut bâtit des partenariats dans une perspective de collaboration et de complémentarité.

L'Institut de la statistique du Québec agit à titre de porte-parole du Québec auprès de Statistique Canada en présentant les besoins statistiques de l'administration publique québécoise. Il maintient des liens avec les agences statistiques de différents pays.

COMITÉS CONSULTATIFS

À l'écoute des besoins et des préoccupations de sa clientèle et désireux de voir ses partenaires contribuer à la réflexion portant sur le développement de la production statistique au Québec, l'Institut s'est doté de comités consultatifs. Au total, 14 comités sont en place dans les principaux domaines d'activité de l'Institut :

- Comité sur l'information statistique pour le Québec;
- Comité sur la science, la technologie et l'innovation;
- Comité sur les statistiques démographiques et sociales;
- Comité sur les statistiques du travail et de la rémunération;
- Comité des partenaires financiers de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ);
- Comité de concertation de l'OCCQ, y compris ses comités consultatifs :
  - sur les arts visuels, les métiers d'art et les arts médiatiques;
  - sur le cinéma, l'audiovisuel et la radiodiffusion;
  - sur le disque et les arts de la scène;
  - sur le livre, la littérature et les bibliothèques;
  - sur le multimédia;
  - sur le patrimoine, les institutions muséales et les archives;
  - sur les municipalités et les administrations locales;
  - sur la recherche universitaire.

02

BILAN DES PRINCIPALES RÉALISATIONS

UN BILAN DU PLAN STRATÉGIQUE 2009-2014

Un plan stratégique expose la vision, les orientations et les objectifs fondamentaux poursuivis par toute organisation. La mise en œuvre du *Plan stratégique 2009-2014* de l'Institut de la statistique du Québec a guidé l'action de chaque employé de l'organisme vers un seul objectif : offrir une programmation statistique répondant aux besoins du Québec.

Dans cette optique, nous avons mené des consultations avec des partenaires de tous horizons pour développer, faire évoluer et diffuser de la meilleure façon possible nos produits et services. Ces échanges conjugués à une préoccupation constante en matière d'innovation ont favorisé l'émergence de travaux innovants et porteurs vers une meilleure connaissance de la société québécoise. La pertinence, la qualité et l'objectivité de nos travaux et publications confirment la réputation de l'Institut auprès du public, des ministères et des partenaires du milieu de la recherche.

Au cours des cinq dernières années, la fréquentation du site Internet a littéralement bondi pour se stabiliser à un niveau impressionnant en termes de visites et de consultations. Les résultats de nos travaux ont suscité un intérêt marqué des médias écrits, radio et télévision. Enfin, nos experts ont prononcé des conférences dans nombre de forums, colloques et congrès tant au Québec qu'ailleurs dans le monde.

L'Institut de la statistique du Québec a enrichi sa programmation statistique en réalisant de vastes enquêtes et des travaux d'analyse portant sur l'économie, l'emploi, la santé, les conditions de vie et le développement de la petite enfance. Au cours de ces cinq dernières années, l'offre de produits s'est étendue pour toucher un grand nombre de composantes de la qualité de vie des citoyens. En livrant un portrait juste et précis de ses principaux déterminants, l'Institut évolue vers la mesure du bien-être des citoyens.

Nous avons également mis à la disposition des chercheurs, des services d'accès aux microdonnées performants. Cette ouverture a permis la réalisation de travaux de recherche de calibre international, dont les retombées sont porteuses pour le Québec. En s'appuyant sur la Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO), l'un des plus importants partenariats au sein de l'administration publique, l'Institut est bien positionné pour contribuer à l'ouverture gouvernementale.

Il importe également de souligner les nombreuses améliorations de nos opérations en matière de gestion des ressources financières et humaines ainsi qu'un effort soutenu dédié au rehaussement de nos ressources informationnelles. À cet égard, la convivialité du nouveau site Web de l'Institut en est un exemple concret.

Au-delà de la volonté de départ et malgré de spectaculaires avancées, le bilan du *Plan stratégique 2009-2014* permet aussi de mesurer le chemin qu'il reste à parcourir. Il est des défis que partage l'ensemble des agences statistiques : le maintien des taux de réponse aux enquêtes auprès des ménages, des individus et des entreprises en est un. À l'Institut, les efforts considérables consentis en réponse à cette tendance ont livré d'indéniables résultats, néanmoins, la problématique demeure importante.

LA POSITION CENTRALE DE L'INSTITUT ET LE RÔLE DE COORDONNATEUR STATISTIQUE

L'Institut produit une série d'indicateurs économiques ou sociaux devenus autant de références. À titre de statisticien en chef, l'organisme publie également plusieurs recueils, portraits et documents d'analyse explorant des problématiques complexes et transversales.

L'Institut met à la disposition des ministères et organismes, une expertise de pointe et un appui scientifique à diverses stratégies ou plans d'action gouvernementaux dans un souci d'optimisation et de réduction du fardeau des participants aux enquêtes. Le statut et la situation unique de l'Institut lui permettent d'assumer ces responsabilités dans le respect de ses partenaires.

Les modifications du Recensement 2011 ont confirmé l'importance du rôle de coordonnateur statistique. Dans la foulée de ces événements, l'Institut a consulté la majorité des ministères et organismes. Nous avons fait valoir leurs préoccupations auprès de Statistique Canada. Un document technique résumant les éléments à prendre en considération lors de l'utilisation des données de l'*Enquête canadienne auprès des ménages* a été préparé au bénéfice des ministères et organismes.

Au cours des prochaines années, nous travaillerons à renforcer le rôle de l'Institut à titre de coordonnateur statistique pour le Québec.

L'ACCÈS AUX DONNÉES ADMINISTRATIVES

Acquis presque partout ailleurs dans le monde, l'accès à des données administratives à des fins statistiques permet une réduction du fardeau du participant aux enquêtes, une offre diversifiée de produits statistiques et une plus grande agilité et efficience en matière de production statistique. Nous croyons que dans le respect le plus absolu de la confidentialité, les derniers obstacles vers une utilisation optimale de ces données à des fins statistiques doivent être levés définitivement.

LA PÉRENNITÉ ET LA DIVERSITÉ DU PATRIMOINE STATISTIQUE QUÉBÉCOIS

Nous consacrerons nos efforts à saisir la réalité socio-économique de la société québécoise à un moment précis, mais également à comprendre son évolution. Une programmation statistique est donc un chantier permanent. L'Institut doit préserver cette capacité à comprendre ainsi qu'à traduire en données et en analyses l'évolution de la société québécoise dans toute sa diversité. La richesse d'un patrimoine statistique s'inscrit également dans la durée. Nous croyons que les conditions permettant d'assurer à la fois cette pérennité et cette diversité doivent être au rendez-vous.

EN CONCLUSION

Nous avons souligné en 2013, 100 ans de statistique publique au Québec depuis la fondation du Bureau des statistiques de Québec. Ce parcours centenaire nous permet d'être confiants pour l'avenir de la statistique publique au Québec.

Le directeur général,

Stéphane Mercier

La présente section fait état des événements et des réalisations qui ont marqué l'année 2013-2014.

RÉALISATIONS MARQUANTES DE 2013-2014

LE DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE

L'Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle (EQDEM)

L'EQDEM découle de l'*Initiative concertée d'intervention pour le développement des jeunes enfants 2011-2014*. Cette enquête est le fruit d'une étroite collaboration entre l'Institut de la statistique du Québec et plusieurs partenaires : le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le ministère de la Famille et l'organisme Avenir d'enfants. Il importe de souligner la vaste mobilisation des réseaux de la santé, de l'éducation et de la famille dans la réalisation de cette enquête majeure. Les résultats de cette enquête ont bénéficié d'un traitement médiatique conséquent.

L'EQDEM, réalisée avec l'*Instrument de mesure du développement de la petite enfance* (IMDPE) développé à l'Université McMaster a recueilli auprès des enseignants, l'information permettant d'évaluer le niveau de développement des groupes d'enfants à la maternelle dans cinq domaines : santé physique et bien-être; compétences sociales; maturité affective; développement cognitif et langagier et habiletés de communication ainsi que connaissances générales.

Grandir en qualité 2014

Le réseau de services de garde éducatifs québécois compte quelque 20 000 établissements qui accueillent 260 milliers d'enfants. Le développement rapide du réseau au cours des dernières années et plus fondamentalement l'importance de la mission rendaient nécessaire la réalisation d'une nouvelle enquête sur la qualité des services de garde. Les opérations de cette importante enquête, réalisée pour le compte du ministère de la Famille, ont débuté en 2013-2014.

La qualité des services de garde éducatifs est mesurée selon plusieurs aspects, soit la qualité physique des lieux, la structuration des activités, l'interaction avec les parents et les enfants ainsi que les activités de base telles que l'accueil, les jeux, les repas.

La petite enfance et la préparation à l'école

Grâce aux données de l'*Étude longitudinale du développement des enfants du Québec* (ELDEQ), l'Institut mène depuis quelques années une démarche de recherche cohérente afin de cerner les conditions favorisant une bonne préparation à l'école. La publication *Conditions de la petite enfance et préparation pour l'école : l'importance du soutien social aux familles* (Bulletin Portraits et Trajectoires) explore cette condition essentielle liée à la qualité de l'environnement social.

La trousse SYNEL

C'est lors du 2e symposium sur le transfert des connaissances en éducation, tenu en février 2014, que l'Institut a lancé la trousse SYNEL sur la réussite éducative réalisée avec la collaboration de Réunir Réussir et de la Fédération des commissions scolaires du Québec. Cette trousse met en valeur les résultats contenus dans certaines publications produites par l'Institut à partir des données de l'ELDEQ pour les rendre plus accessibles et utiles aux intervenants œuvrant pour la persévérance scolaire et la réussite éducative.

Les treize fiches qui composent la trousse abordent des thématiques touchant la réussite scolaire telles que la préparation à l'école, la collaboration parent-école, la relation enseignant-élève, la motivation et le rendement scolaire ainsi que le risque de décrochage scolaire.

Des statistiques sur les enfants québécois de 0 à 5 ans : lancement d'une nouvelle vitrine

La vitrine de la petite enfance regroupe en un seul lieu, les données les plus probantes sur les enfants québécois de zéro à cinq ans. Cette vitrine est le fruit d'un partenariat avec la Fondation Lucie et André Chagnon et plusieurs organisations et chercheurs québécois œuvrant dans le domaine de la petite enfance.

Le développement des pratiques culturelles chez les enfants

Sur la base des données tirées de l'ELDEQ, l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ), en collaboration avec l'Université du Québec à Trois-Rivières, a publié une monographie sur le développement de pratiques culturelles chez les enfants du Québec. Cette analyse expose l'importance de l'accompagnement parental dans le développement des habitudes de lecture et les différences entre les garçons et les filles à cet égard. Les heures d'écoute de la télévision, l'usage de l'ordinateur et le temps consacré aux jeux vidéo ont fait l'objet d'un suivi auprès d'une cohorte d'enfants de l'âge de 2 à 10 ans.

LA JEUNESSE

Une invitation du Secrétariat de la jeunesse

En mai 2013, le Secrétariat à la jeunesse a invité l'Institut à présenter diverses statistiques dans le cadre de la quatrième rencontre du Réseau des partenaires de la *Stratégie d'action jeunesse 2009-2014*. L'Institut a tracé le bilan démographique du Québec d'aujourd'hui et de demain en insistant sur la transformation que connaîtra la structure par âge de la population québécoise au cours des prochaines années, puis a présenté la situation des jeunes de 15 à 29 ans, notamment dans les domaines de l'emploi, de la santé et de l'éducation.

Un regard sur la jeunesse québécoise

Dans le cadre de l'élaboration d'une nouvelle politique québécoise de la jeunesse, l'Institut a réalisé un portrait de l'évolution des indicateurs les plus probants concernant les jeunes Québécois et Québécoise âgés de 15 à 29 ans. Les aspects démographiques, la santé, l'éducation, les conditions économiques des ménages et de la vie en société ont été abordés sur une période de vingt ans. Un tel travail a mobilisé l'ensemble des expertises présentes à l'Institut. Il ne pouvait non plus être réalisé sans l'apport de partenaires externes que nous remercions chaleureusement. Ce document intitulé *Regard statistique sur la jeunesse* vise un large public intéressé par les enjeux touchant la jeunesse québécoise.

La politique gouvernementale Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait : La violence familiale dans la vie des enfants du Québec

Le rapport *La violence familiale dans la vie des enfants du Québec*, publié en juin 2013, présente l'état de la situation et une évolution entre 1999, 2004 et 2012 des attitudes parentales, des pratiques familiales et de la présence de la violence familiale dans la vie des enfants du Québec. En collaboration avec le ministère de la Santé et des Services sociaux et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, il s'agit de la contribution finale de l'Institut dans le cadre du plan d'action découlant de la politique gouvernementale *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait*.

LA SANTÉ

L'Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire

La deuxième publication tirée de l'*Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire* livre à l'échelle du Québec, un portrait de la santé mentale et de l'adaptation sociale des adolescents. L'environnement social (famille, amis et école), l'estime de soi, les compétences sociales et les problèmes de santé mentale, la violence et les problèmes de comportement ainsi que le risque de décrochage scolaire sont autant d'aspects abordés dans ce second tome intitulé *Le visage des jeunes d'aujourd'hui : leur santé mentale et leur adaptation sociale*. Au total, 63 200 élèves de la 1re à la 5e année du secondaire inscrits dans les écoles québécoises, tant publiques que privées, ont participé à cette vaste enquête.

L'Enquête québécoise sur l'expérience de soins

Pour la première fois au Québec, une enquête vise à documenter la performance du système de santé sur les aspects de l'accessibilité, la continuité, l'efficacité, l'équité d'accès, la réactivité et la sécurité des services, et ce, à l'échelle provinciale, régionale et locale. La publication du volume 3 : *La consultation pour des services sociaux : regard sur l'expérience vécue par les Québécois* et celle du volume 4 : *L'hospitalisation et la consultation d'un médecin à l'urgence d'un hôpital : regard sur l'expérience vécue par les Québécois* représentent autant de jalons vers l'amélioration de la qualité des soins de santé et des services sociaux au Québec. Près de 48 100 personnes ont participé à cette enquête.

L'Enquête québécoise sur les limitations d'activités, les maladies chroniques et le vieillissement

Les quatre volumes de l'*Enquête québécoise sur les limitations d'activité, les maladies chroniques et le vieillissement* présentent, sous différents aspects, un portrait de l'utilisation des services de santé et des services sociaux et des besoins non comblés. On y traite des types, de la gravité, du nombre et des causes de l'incapacité, de la santé perçue, des répercussions sur les activités quotidiennes, de l'incidence des problèmes de santé de longue durée et de la consommation de médicaments.

Les personnes proches aidantes

La situation des personnes proches aidantes est de mieux en mieux reconnue et leur action représente une condition essentielle favorisant le maintien à domicile des personnes âgées. Dans le bulletin *Coup d'œil sociodémographique*, l'Institut trace un portrait des proches aidants, de leur situation familiale et professionnelle et de l'importance de leur contribution. Il s'agit d'une étude hautement pertinente considérant l'importance de cet enjeu en regard du vieillissement démographique.

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC ET DE SES RÉGIONS

Nouvelle vitrine consacrée aux indicateurs d'occupation et de vitalité des territoires

Réalisée à la demande du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et diffusée sur la Banque de données des statistiques officielles, une nouvelle vitrine présente les indicateurs d'occupation et de vitalité des territoires. Cet outil de diffusion livre un regard sur les trois thèmes de l'occupation et de la vitalité des territoires, à savoir l'occupation territoriale, la qualité de vie des collectivités et la prospérité économique. Les dimensions couvertes par ces thèmes touchent, entre autres, la démographie, la mobilité, le patrimoine culturel, la sécurité, la scolarisation, les investissements, l'emploi et la croissance économique. Les 26 indicateurs issus de différents ministères et organismes, dont l'Institut, sont déclinés à l'échelle provinciale, régionale et locale selon la disponibilité des données. Ils visent à suivre les progrès réalisés pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.

Le développement de l'entrepreneuriat

L'entrepreneuriat, mesuré par la création et la croissance des entreprises, est un des principaux moteurs de la croissance économique des régions. Une région entrepreneuriale est une région où l'on expérimente de nouvelles idées, de nouveaux produits ou des processus de fabrication et de mise en marché novateurs.

L'étude *Les déterminants de l'entrepreneuriat dans les municipalités régionales de comté du Québec* est la deuxième d'une série réalisée par l'Institut visant à définir et mesurer l'entrepreneuriat, ses principaux déterminants et ses retombées dans un cadre régional.

Cette initiative a été réalisée en étroite collaboration avec le ministère des Finances du Québec, Développement économique Canada et une équipe de chercheurs de l'Université du Québec à Trois-Rivières.

La stratégie numérique : l'accès des ménages à Internet

Le développement des technologies de l'information et des communications est désormais une condition hautement favorable au développement économique et social. L'accès des ménages à Internet ainsi que l'accès à la haute vitesse ont été mesurés par cette enquête réalisée à la demande du Secrétariat du Conseil du trésor.

Dans la foulée de la réalisation de l'*Enquête québécoise sur l'accès des ménages à Internet* auprès de 43 000 personnes, l'Institut a publié une analyse région par région et pour chaque MRC au Québec. En 2012, alors que 81,6 % des ménages québécois sont branchés à Internet, 76,6 % des ménages sont connectés à Internet haute vitesse, soit 94,4 % des ménages branchés. En prenant la mesure de l'accès à Internet dans les municipalités régionales de comté, cette enquête apporte un éclairage nouveau à l'échelle du Québec et de ses régions.

La stratégie numérique : Internet et les entreprises

Malgré le caractère essentiel d'Internet dans la vie d'une entreprise, aucune donnée récente n'était disponible sur l'accès et l'utilisation d'Internet en entreprise au Québec. Pour pallier cette lacune, l'*Enquête sur l'intégration d'Internet aux processus d'affaires* a été initiée et complétée à l'automne 2013 auprès de 7 892 entreprises et de 14 regroupements sectoriels et 6 710 établissements répartis sur l'ensemble du territoire québécois.

Parmi les faits saillants, retenons que 91,5 % des entreprises de cinq employés ou plus sont branchées à Internet en presque totalité en haute vitesse. Au total, 12,8 % des entreprises branchées du Québec vendent sur Internet. Cette proportion est significativement plus élevée dans les grandes entreprises de 250 employés et plus (46,5 %).

Dans les entreprises branchées qui vendent sur Internet, le commerce électronique représente une part non négligeable de leur chiffre d'affaires. En moyenne, 23,3 % du chiffre d'affaires de ces entreprises provenaient des commandes reçues par Internet en 2011. Paradoxalement, au Québec, plus d'entreprises achètent sur Internet que d'entreprises qui vendent sur Internet (45,1 % comparativement à 12,8 %).

L'industrie de l'environnement

Le rapport d'enquête sur l'industrie de l'environnement a été publié en juin 2013. Quelque 3 200 entreprises ont été sollicitées au cours de cette enquête qui vise à dresser un portrait des entreprises qui produisent des biens et services environnementaux au Québec. L'enquête a permis de mesurer certains éléments clés de cette industrie tels que l'emploi, les revenus, les exportations et les efforts de recherche et développement. Comme il existe peu d'études récentes permettant de caractériser l'industrie de l'environnement au Québec, cette enquête permet d'avoir une meilleure représentation et, de ce fait, une meilleure compréhension de cette industrie.

LA CULTURE

État des lieux du cinéma québécois et de la télévision indépendante

L'*État des lieux du cinéma et de la télévision au Québec* représente un jalon important de la réflexion sur l'impact de la pénétration des technologies numériques dans les processus de création, de production et de diffusion dans un contexte de transformation des modèles d'affaires. Cette contribution se décline en deux volets, soit l'analyse des flux financiers et l'appui financier de l'État québécois et un second volet portant sur l'encadrement législatif de cette industrie.

Ce document a été réalisé grâce à la participation de nombreux partenaires des milieux de la culture et des communications. Par la production de ce portrait statistique, l'OCCQ contribue à la réflexion sur l'avenir de cette industrie.

Les conditions de pratiques en arts visuels

L'OCCQ a poursuivi ses travaux sur les métiers des arts et de la culture en publiant une monographie sur les conditions de pratique en arts visuels.

LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Le marché du travail et la qualité de l'emploi : la situation dans les régions

Cette publication dresse un portrait évolutif de 1997 à 2011 de la participation au marché du travail des femmes et des hommes dans chacune des régions administratives du Québec. L'étude aborde la qualité de l'emploi des travailleurs salariés, tant chez les hommes que chez les femmes.

Les pratiques de conciliation travail et vie personnelle

Réalisée à partir des données de l'*Enquête québécoise sur des conditions de travail, d'emploi et de santé et de sécurité du travail* (EQCOTESST), cette étude pointue démontre le lien entre les pratiques de conciliation travail-famille et la détresse psychologique. Cette publication s'inscrit dans le cadre de différents travaux de l'Institut portant sur la conciliation travail-famille. À cet égard, le rapport intitulé *Le marché du travail et les parents* dressait un portrait statistique général de la problématique de la conciliation travail-famille au Québec. Ces publications apportent un éclairage sur la santé mentale des travailleurs en examinant la relation entre leur accès à des pratiques de conciliation travail et vie personnelle et la détresse psychologique.

La surqualification des travailleurs

L'Institut réalise des travaux majeurs sur l'évolution du marché du travail. L'Annuaire des statistiques du travail au Québec et l'État du marché du travail au Québec, de même que la Rémunération des salariés : état et évolution comparés représentent autant de références incontournables. Parallèlement à ces recueils, les experts de l'Institut poursuivent des recherches avancées sur de nouvelles dimensions du marché du travail.

La surqualification des travailleurs est certainement un champ de recherche parmi les plus innovateurs. Cette thématique touche directement la qualité de vie des travailleurs et comporte de nombreuses incidences sur la perception du marché du travail quand on sait qu'au Québec, trois travailleurs sur dix sont surqualifiés en milieu de travail. L'étude *La surqualification au sein des grands groupes professionnels au Québec : état des lieux en 2012* a été publiée fin 2013. Cette thématique était au cœur des échanges de la Journée d'étude sur la qualité de l'emploi tenue au printemps 2014.

DES OUTILS À LA FINE POINTE

Le recensement : changement de base géographique

En aval de chaque recensement, Statistique Canada produit et diffuse toute l'information géographique sur laquelle il assoit sa production de données statistiques; c'est ce que l'on appelle la géographie du recensement. Un travail minutieux a été réalisé dans le but d'harmoniser ces nouvelles divisions avec les assises géographiques officielles du Québec. Ce fichier a été distribué à plus de trente ministères et organismes, partenaires de la BDSO ou de l'Approche de coopération en réseau pour l'information géographique.

L'amélioration continue du processus de collecte des données

Dans une perspective d'amélioration continue inspirée de la méthode Lean, l'Institut a revu tout le processus d'adaptation et d'administration des questionnaires. Ce processus est une étape cruciale de tout projet de collecte de données. Cette démarche a permis, entre autres, de consolider le contrôle de qualité à toutes les étapes du processus, de mettre en place de meilleurs mécanismes de communication et de suivi pour un meilleur contrôle des coûts de collecte des données.

Afin de s'assurer de la réussite de ce projet, l'Institut a participé à la deuxième vague de projets pilotes d'amélioration des processus par la méthode Lean du Secrétariat du Conseil du trésor, et a ainsi pu bénéficier de l'accompagnement et du soutien financier prévus à cette fin.

L'Institut a aussi fait la révision de l'ergonomie et du design de ses questionnaires d'enquête, dans le but de favoriser la participation des répondants, de diminuer les risques d'erreur de compréhension et d'interprétation et de réduire les coûts de production de même que le fardeau de réponse pour les citoyens et les entreprises.

Dans la même veine, l'Institut a aussi commencé à offrir la collecte Web dans certaines de ses enquêtes récurrentes. À ce jour, deux enquêtes ont franchi avec succès l'étape de migration vers la collecte Web. Le plan de migration des autres enquêtes-entreprises réalisées par l'Institut est en cours d'élaboration.

100e DE LA STATISTIQUE PUBLIQUE : UN BEL ANNIVERSAIRE

Il y a peu d'institutions québécoises qui peuvent s'enorgueillir d'avoir franchi le cap vénérable des 100 ans. De la fondation du Bureau des statistiques de Québec à celle de l'Institut de la statistique du Québec, la production statistique officielle évolue depuis plus de 100 ans au Québec afin de décrire la société québécoise sous ses multiples dimensions.

Plusieurs événements ont marqué cet anniversaire. Parmi les éléments les plus marquants de cette programmation, soulignons l'organisation d'un colloque portant sur l'évolution de la statistique publique dans le cadre de la tenue du congrès de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS) qui a réuni de nombreux participants au printemps à Québec.

Cet anniversaire aura été l'occasion de se rappeler le chemin parcouru depuis la création du Bureau des statistiques de Québec en 1913, mais également de constater combien la contribution des statistiques demeure essentielle à l'avancement et à l'évolution des sociétés démocratiques.

QUELQUES CHIFFRES POUR L'ANNÉE 2013-2014

340	**340 employés** engagés à la réalisation d'enquêtes, à la production, à l'analyse et à la diffusion de statistiques pertinentes, fiables, objectives et de qualité pour le Québec;
100	Plus de **100 publications**;
2 861	**2 861 articles, mentions, demandes d'information et entrevues dans les médias**;
1 700 000	**1,7 million de sessions de travail** sur le site de l'Institut;
552	**552 consultations de partenaires** dans le but de favoriser le développement du système statistique québécois;
38	**8 500 entreprises** et **26 000 citoyens** ont répondu à l'une des **38 enquêtes** menées par l'Institut;
74	**74 présentations d'experts** lors de grands événements à caractère scientifique au Québec, au Canada et sur la scène internationale.

03

RÉSULTATS LIÉS AU PLAN STRATÉGIQUE 2009-2014

Les résultats liés au Plan stratégique 2009-2014, dont la structure est exposée dans le tableau synoptique ci-dessous, sont présentés en fonction de chacun des objectifs. Ce plan compte 35 indicateurs. La majorité des indicateurs comportent des cibles.

NOTRE MISSION

L'Institut de la statistique du Québec est l'organisme gouvernemental responsable de produire, d'analyser et de diffuser des informations statistiques officielles, objectives et de qualité pour le Québec. Ces informations enrichissent les connaissances, éclairent les débats et appuient la prise de décision des différents acteurs de la société québécoise.

NOTRE VISION

Au cœur de votre réflexion, en appui à vos décisions : notre leadership, notre expertise, notre contribution à l'avancement du Québec.

ENJEUX

I	S	Q
Innovation pour un système statistique québécois intégré	Satisfaction des besoins de connaissance statistique pour l'épanouissement du Québec	Qualité et agilité organisationnelle

ORIENTATIONS

Stimuler le développement d'une gouvernance novatrice en matière de statistiques officielles	Répondre efficacement à une demande caractérisée par la complexité et la diversité	Se démarquer en tant qu'organisation de haut savoir, moderne et respectueuse de ses ressources

AXES D'INTERVENTION

Promotion d'alliances stratégiques	Valorisation de l'apport des répondants et des partenaires	Adéquation de notre offre de service	Utilisation de l'information statistique	Engagement des ressources humaines	Pratiques de gestion performante
Objectifs **1-2**	Objectifs **3-4**	Objectifs **5-6**	Objectifs **7-8**	Objectifs **9-10-11**	Objectifs **12-13**

ENJEU 1

Innovation pour un système statistique québécois intégré

ORIENTATION 1

Stimuler le développement d'une gouvernance novatrice en matière de statistiques officielles

AXE D'INTERVENTION 1

Promotion d'alliances stratégiques

OBJECTIF 1

INTENSIFIER LES EFFORTS POUR ANTICIPER LA CONNAISSANCE STATISTIQUE NÉCESSAIRE POUR LE QUÉBEC

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Nombre et nature des tribunes pertinentes	**9** tribunes
Nombre de participants aux consultations d'anticipation	**552** organisations consultées
Nature des domaines de connaissance	**13** nouveaux thèmes
Volume et nature des activités de veille	**114** activités de veille

Le directeur général, la secrétaire de l'Institut et les directeurs généraux adjoints participent activement à diverses tribunes gouvernementales où sont présents élus et hauts dirigeants de la fonction publique québécoise.

L'Institut considère ces tribunes comme des lieux privilégiés permettant de saisir l'émergence de nouveaux besoins et d'établir les bases d'échanges constructifs qui enrichiront l'offre de produits et services.

L'Institut prête attention aux préoccupations et aux besoins exprimés par ses propres comités consultatifs, par les comités d'orientation de projets de même que par les tables de travail et les comités directeurs et scientifiques.

Au cours de la dernière année, l'Institut a donc consulté régulièrement de multiples acteurs de divers horizons afin de se doter d'une vision prospective au regard des besoins statistiques du Québec.

En 2013-2014, les spécialistes de l'Institut ont innové particulièrement en explorant de nouvelles facettes du marché du travail. Il faut mentionner des projets spécifiques portant sur la qualité de l'emploi, la surqualification et les pratiques de conciliation travail-famille.

Les travaux portant sur la petite enfance s'enrichissent sur une base régulière de nouvelles perspectives d'analyse.

La prévision des tendances se traduit également par des activités de veille et de recherche et développement (R-D). Ces activités de veille prennent diverses formes : la production de revues de la littérature, de dossiers de veille ou de bulletins ainsi que la participation à des conférences et à des colloques.

Il faut mentionner que tous les professionnels réalisent une veille continue dans leur domaine respectif d'expertise.

NATURE DES ACTIVITÉS DE VEILLE	NOMBRE D'ACTIVITÉS
Revues de la littérature – Documents sectoriels	17
Participations à des conférences et des colloques	97

Sources :
Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales, Direction générale adjointe aux services à la production statistique, Secrétariat et Affaires juridiques.

ENJEU 1

Innovation pour un système statistique québécois intégré

ORIENTATION 1

Stimuler le développement d'une gouvernance novatrice en matière de statistiques officielles

AXE D'INTERVENTION 1

Promotion d'alliances stratégiques

OBJECTIF 2

CONSOLIDER LE SYSTÈME DE STATISTIQUES OFFICIELLES DANS UNE PERSPECTIVE DE COMPLÉMENTARITÉ ET DE COHÉRENCE

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Taux de couverture des besoins du Québec en statistiques officielles	---
Nombre et nature des activités de consolidation	**25** activités
Pourcentage des statistiques officielles disponibles dans la Banque de données des statistiques officielles sur le Québec	**46 %**

La consolidation du système de statistiques officielles se réalise progressivement dans le cadre d'une concertation des principaux acteurs gouvernementaux.

L'Institut poursuit des travaux afin de cerner, de manière objective, les besoins de statistiques officielles pour le Québec, notamment des travaux de documentation et d'analyse pour soutenir les différentes politiques publiques et stratégies gouvernementales en élaboration.

L'Institut est engagé en faveur de la concertation en matière statistique au bénéfice des ministères et des organismes du gouvernement du Québec. Les activités de consolidation s'inscrivent dans cette recherche de complémentarité et de cohérence.

La Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO) représente l'un des plus importants partenariats de l'administration publique québécoise.

Cette plateforme regroupe 28 ministères et organismes qui oeuvrent à l'amélioration du système statistique québécois.

La modernisation des sites Web a permis de donner une forte impulsion à l'enrichissement de la Banque de données des statistiques officielles sur le Québec. Plus de 46 % des statistiques produites par l'Institut ont été intégrées à la BDSO et sont actuellement accessibles.

NATURE DES ACTIVITÉS DE CONSOLIDATION	NOMBRE D'ACTIVITÉS
Achat regroupé de données statistiques	11
Représentation auprès de Statistique Canada pour les besoins d'un ministère ou d'un organisme	4
Collaboration avec des ministères et des organismes afin d'éviter les répétitions et les chevauchements	9
Représentation auprès d'un organisme fédéral	1

Sources :
Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales, Direction générale adjointe aux services à la production statistique, Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle.

ENJEU 1

Innovation pour un système statistique québécois intégré

ORIENTATION 1

Stimuler le développement d'une gouvernance novatrice en matière de statistiques officielles

AXE D'INTERVENTION 2

Valorisation de l'apport des répondants et des partenaires

OBJECTIF 3

ALLÉGER LES DEMANDES D'INFORMATION AUPRÈS DES CITOYENS ET DES ENTREPRISES

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Volume de production statistique réalisée à partir de sources de données existantes	**409** publications et tableaux
Nombre d'enquêtes qui consolident des demandes d'information provenant de plus d'un ministère ou organisme	**21** enquêtes
Volume d'enquêtes utilisant le multimodal	**41 %**

Les participants aux enquêtes, tant les citoyens que les entreprises, contribuent activement à la réalisation de la mission de l'Institut. Tout en valorisant leur apport, l'Institut cherche à alléger leur tâche en exploitant les données administratives, en consolidant les demandes d'information provenant de plus d'une entité ou en recourant à des modes de collecte adaptés à la réalité de ces participants.

En considérant l'ensemble des documents publiés ou mis à jour au cours de l'exercice 2013-2014, le volume de production réalisée à partir de sources de données existantes s'élève à 76,6 %, toutes publications et mises à jour confondues. Ces données sont comparables aux résultats atteints l'année précédente.

L'atteinte d'un taux de réponse satisfaisant demeure un défi à relever pour toutes les agences de statistiques officielles. L'adoption de pratiques novatrices s'avère un moyen privilégié pour obtenir la collaboration des citoyens et des entreprises.

Le volume d'enquêtes multimodales atteignait 41 % en 2013-2014. Bien que cette proportion soit supérieure à la donnée de 2012-2013, le nombre d'enquêtes offrant aux participants des moyens diversifiés de réponse (Web, interviews téléphoniques, questionnaires papier, entrevues...) demeure identique, soit 14 enquêtes.

Sources :
Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales, Direction générale adjointe aux services à la production statistique.

ENJEU 1

Innovation pour un système statistique québécois intégré

ORIENTATION 1

Stimuler le développement d'une gouvernance novatrice en matière de statistiques officielles

AXE D'INTERVENTION 2

Valorisation de l'apport des répondants et des partenaires

OBJECTIF 4

DE CONCERT AVEC LES PARTENAIRES, ASSURER LA DISPONIBILITÉ DES DONNÉES NÉCESSAIRES À LA PRODUCTION STATISTIQUE

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Volume des sources de données disponibles	**1 081** sources
Nombre d'ententes garantissant l'approvisionnement de données à long terme	**27** ententes

La diversification des sources de données et la réalisation d'ententes pluriannuelles visent à assurer la stabilité de la production statistique.

L'Institut puise largement aux sources de données existantes en s'assurant toujours de la qualité des données intégrées à ses publications. En 2013-2014, 1 081 sources de données ont été utilisées afin d'enrichir les produits offerts par l'Institut. Ce résultat marque une légère augmentation par rapport à l'exercice financier précédent.

Au fil des ans, l'Institut a conclu 27 ententes afin d'assurer la disponibilité à long terme de données statistiques, mais également de nature administrative. Aucune nouvelle entente n'a été conclue au cours de l'exercice financier 2013-2014.

Ces transferts de données font l'objet d'ententes spécifiques principalement avec Statistique Canada, mais également avec plusieurs ministères et organismes de l'administration publique québécoise, dont l'Agence du revenu du Québec, la Régie des rentes, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le ministère de la Famille, la Régie de l'assurance maladie du Québec ainsi que plusieurs organismes œuvrant dans le secteur agroalimentaire.

Sources :
Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales, Direction générale adjointe aux services à la production statistique.

ENJEU 2

Satisfaction des besoins
de connaissance statistique
pour l'épanouissement du Québec

ORIENTATION 2

Répondre efficacement à
une demande caractérisée
par la complexité et la diversité

AXE D'INTERVENTION 3

Adéquation de notre offre de service

OBJECTIF 5

MISER SUR DES PRODUITS
ET DES SERVICES PERMETTANT
À NOS CLIENTS DE RÉAGIR
À LA DYNAMIQUE ÉVOLUTIVE
DES BESOINS DE LA SOCIÉTÉ

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Volume d'utilisation des produits et services	**110** ententes **74** présentations **1 700 673** sessions Web **629 000** consultations
Couverture médiatique des travaux de l'Institut	**2 861** mentions

L'Institut a mis son expertise, principalement en matière d'études d'impact économique, à la disposition de 110 clients. Ces services ont été requis en forte majorité par des entreprises.

Les spécialistes de l'Institut ont livré un nombre impressionnant de conférences et d'exposés dans le cadre de congrès, colloques et forums. L'*Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle* de même que l'*Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire* ont suscité un intérêt considérable.

Les experts de l'Institut ont assuré une participation importante au congrès de l'ACFAS, notamment dans le cadre des activités soulignant le 100e anniversaire de la statistique publique au Québec. Enfin, les démographes de l'Institut ont marqué de leur présence plusieurs événements à caractère scientifique.

La fréquentation du site Web de l'Institut a atteint un sommet avec plus de 1,7 million de visites. La présence de l'Institut sur les réseaux sociaux pourrait avoir renforcé cet intérêt. Le nombre de consultations des publications est toutefois légèrement à la baisse.

Enfin, l'impact médiatique des publications de l'Institut demeure historiquement élevé. À notre avis, cette percée reflète la pertinence des travaux réalisés à l'Institut.

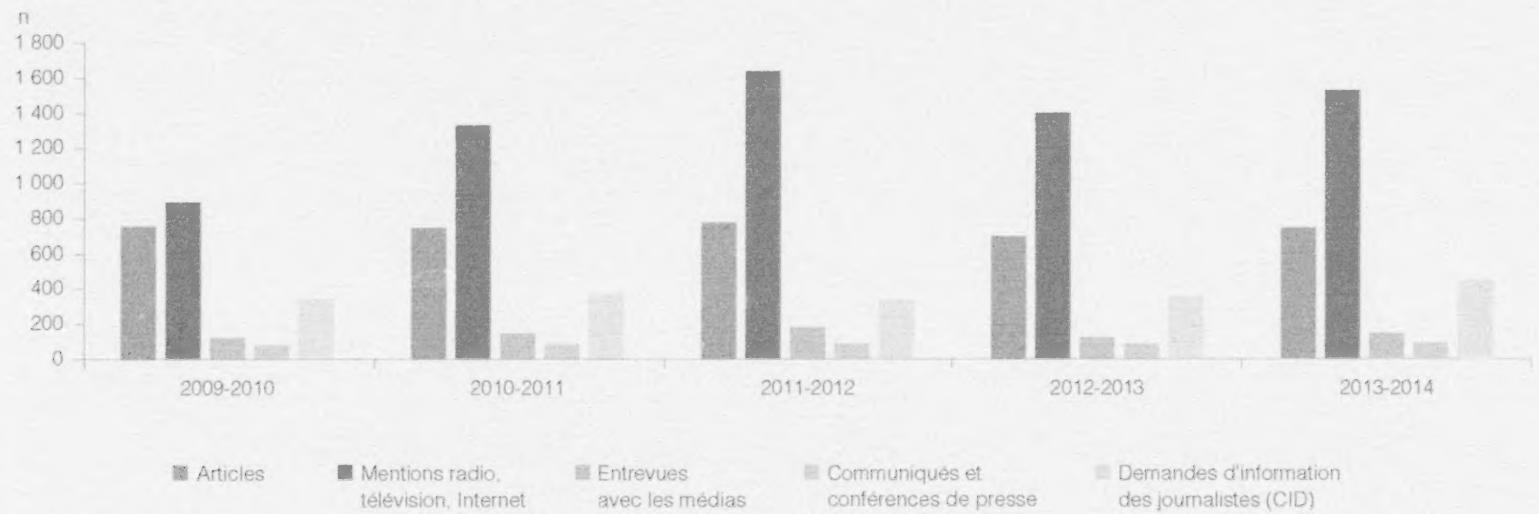
PRODUITS ET SERVICES PAR TYPE D'UTILISATEUR

Nombre d'ententes	Ministères et organismes	Municipalités et régions	Entreprises	Autres
2013-2014	26	5	77	2

VOLUME D'UTILISATION DES PRODUITS ET DES SERVICES

	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	Variation 2013-2014/ 2012-2013
Présentations à un congrès, un colloque ou un séminaire	77	71	67	64	74	15,6 %
Sessions sur le site Web (en milliers)	1 091,7	1 199,8	1 641,1	1 615,6	1 700,7	5,3 %
Consultations des publications		476 652	667 053	657 096	629 000	–4,3 %

NOMBRE DE CITATIONS DANS LES MÉDIAS



Sources :
Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales, Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle.

ENJEU 2

Satisfaction des besoins
de connaissance statistique
pour l'épanouissement du Québec

ORIENTATION 2

Répondre efficacement à
une demande caractérisée
par la complexité et la diversité

AXE D'INTERVENTION 3

Adéquation de notre offre de service

OBJECTIF 6

MAINTENIR LA QUALITÉ
ET LA NEUTRALITÉ DE NOTRE
INFORMATION STATISTIQUE

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Taux de satisfaction des clients	**n. d.**
Pourcentage des demandes traitées dans le délai fixé	**95 %** (CID) **100 %** (services d'accès aux données à des fins de recherche)
Taux de conformité aux dates de publication	**77,7 %**
Taux de réponse aux enquêtes d'envergure	**99,2**

Conformément à sa *Déclaration de services aux citoyens*, l'Institut a pris un engagement à l'égard des délais de traitement des demandes d'information des citoyens. Au cours de l'exercice financier 2013-2014, le Centre d'information et de documentation (CID) a traité 95 % des demandes d'information dans un délai maximal de trois jours.

De même, les Services d'accès aux données à des fins de recherche (SADR) ont traité 100 % des demandes quant à leur recevabilité dans un délai maximal d'un mois.

LE TAUX DE CONFORMITÉ AUX DATES DE PUBLICATION

Le 28 mars 2013, l'Institut publiait le *Calendrier de diffusion de l'information statistique sur différents aspects de la société québécoise 2013-2014*. Le calendrier disponible sur le site Web de l'Institut ainsi qu'en version papier s'avère un précieux outil de planification. Cet outil contribue à établir la neutralité, la crédibilité et l'intégrité de l'Institut en ce qui a trait à la livraison de ses produits et services. En 2013-2014, le taux de conformité aux dates de publication annoncées a été de 77,7 %. Ce résultat demeure inférieur à la cible fixée dans le *Plan stratégique*, soit 90 %. Depuis le creux observé en 2010-2011, cet indicateur marque une progression constante.

LE TAUX DE RÉPONSE AUX ENQUÊTES

Le taux de réponse aux enquêtes est l'une des principales mesures de performance du *Plan stratégique 2009-2014*. Il s'agit d'un défi majeur pour toutes les grandes organisations statistiques. En 2013-2014, quelque 8 500 entreprises et 26 000 citoyens ont répondu aux enquêtes menées par l'Institut.

Les résultats obtenus lors des enquêtes, tant auprès des ménages que des entreprises, permettent de procéder à l'inférence statistique à la population visée, une condition essentielle à la production d'un portrait réel d'une situation.

L'Institut s'est doté de divers moyens pour maintenir la qualité des informations statistiques (modes de collecte adaptés, validation des outils de collecte, etc.). Deux grandes catégories d'enquêtes sont menées par l'Institut, à savoir les enquêtes auprès des ménages et des individus et celles auprès des entreprises et des institutions.

Des stratégies distinctes ont été élaborées en vue de favoriser l'atteinte d'un taux de réponse permettant la production de données fiables. En ce qui concerne l'année 2013-2014 et pour l'ensemble des enquêtes, la moyenne des taux de réponse aux enquêtes auprès des individus et des ménages est de 71,0 %. Du côté des enquêtes auprès des entreprises et des institutions, la moyenne des taux de réponse est de 91,4 %.

Afin d'assurer une comparaison de la performance de l'Institut, un ratio a été défini concernant chaque enquête terminée en 2013-2014 et pour laquelle une donnée antérieure et comparable est disponible. Le rapport entre le taux de réponse obtenu en 2013-2014 et le taux de réponse antérieur est établi et permet de bâtir cet indicateur. La valeur finale du ratio est obtenue en calculant la moyenne des rapports relatifs des enquêtes ainsi considérées.

Concernant l'année 2013-2014, le ratio est de 99,2*, en légère baisse.

---

* Explication de la valeur de l'indicateur :

- s'il prend la valeur 100, on peut dire que la tendance est stable et que les taux de réponse aux enquêtes comparables se maintiennent par rapport à l'année précédente;
- s'il prend une valeur supérieure à 100, les taux de réponse sont en progression;
- s'il est toutefois inférieur à 100, les taux de réponse ont tendance à décroître.

Sources :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle, Direction générale adjointe aux services à la production statistique, Secrétariat et Affaires juridiques.

ENJEU 2

Satisfaction des besoins
de connaissance statistique
pour l'épanouissement du Québec

ORIENTATION 2

Répondre efficacement à
une demande caractérisée
par la complexité et la diversité

AXE D'INTERVENTION 4

Utilisation de l'information statistique

OBJECTIF 7

ASSURER UN ACCÈS CONVIVIAL
À L'INFORMATION STATISTIQUE
EN MISANT SUR LES NOUVELLES
TECHNOLOGIES

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Nombre et nature des modes de prestation de services	**5** services améliorés
Taux de satisfaction des utilisateurs des services d'accès	---

AMÉLIORATION DE LA PRESTATION DE SERVICES

L'introduction de 216 nouveaux tableaux dynamiques dans de multiples domaines de connaissance donne une valeur ajoutée aux données statistiques disponibles sur les différents sites Web de l'Institut.

Enfin, deux vitrines ont été lancées officiellement en 2013-2014 soit la vitrine sur l'occupation et la vitalité des territoires accessible via le site Web de la BDSO et la vitrine sur la petite enfance.

Dans le cadre de la Loi sur l'occupation et la vitalité des territoires et suivant l'adoption par le gouvernement d'une liste d'indicateurs de développement, la vitrine sur l'occupation et la vitalité des territoires offre sous l'angle démographique, économique et en matière de qualité de vie, un portrait des territoires québécois à différentes échelles.

La vitrine sur la petite enfance (0 à 5 ans) présente, sous forme d'un tableau de bord, des indicateurs ainsi que des faits saillants, notes méthodologiques et publications. Cette vitrine dresse un portrait de la petite enfance au regard de l'environnement familial, physique et social des enfants dans une perspective de développement et de bien-être.

MODERNISATION DES SITES WEB DE L'INSTITUT ET DE LA BDSO

La modernisation des sites Web de l'Institut et de la BDSO compte parmi les réalisations les plus intéressantes menées à bien au cours des dernières années à l'Institut.

En sus d'une expérience de navigation améliorée sur ces sites de diffusion, le respect des standards gouvernementaux liés à l'accessibilité représente un bénéfice considérable pour les utilisateurs.

TAUX DE SATISFACTION DES UTILISATEURS DES SERVICES D'ACCÈS

Aucune évaluation du taux de satisfaction des utilisateurs des services d'accès n'a été réalisée en 2013-2014.

Source :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle.

ENJEU 2

Satisfaction des besoins
de connaissance statistique
pour l'épanouissement du Québec

ORIENTATION 2

Répondre efficacement à
une demande caractérisée
par la complexité et la diversité

AXE D'INTERVENTION 4

Utilisation de l'information statistique

OBJECTIF 8

MAXIMISER L'EXPLOITATION
DES DONNÉES PAR DES TIERS
À DES FINS DE RECHERCHE
ET DE PRISE DE DÉCISION

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Nombre et nature de projets d'exploitation secondaire de données	**52** projets
Nombre de banques de données utilisées	**116** banques de données
Nombre d'alliances en vue de permettre l'exploitation de données	**3** alliances

Parmi les 52 projets actifs, 34 résultent de l'exploitation des données d'enquêtes de l'Institut, 17 projets ont trait au Registre des événements démographiques et 1 projet fait l'objet d'appariement de banques de données. On compte 9 nouveaux contrats d'exploitation de données en 2013-2014 et 6 avenants pour modification de contrat.

Veuillez prendre note qu'en ce qui a trait aux projets d'exploitation secondaire de données et au nombre de banques de données, quelques résultats des exercices financiers précédents ont été corrigés en raison d'erreurs dans la saisie initiale des données. Vous trouverez ces modifications dans le document « Sommaire des résultats liés au *Plan stratégique 2009-2014* ».

Au fil des années, la richesse de l'*Étude longitudinale sur le développement des enfants du Québec* a favorisé le développement d'alliances avec de nombreux partenaires de la recherche visant l'exploitation des données de l'enquête. Bien que peu d'ententes aient été conclues au cours du dernier exercice financier, les données préliminaires du présent exercice financier apparaissent positives.

Sources :
Direction générale adjointe aux services à la production statistique, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques.

ENJEU 3

Qualité et agilité organisationnelle

ORIENTATION 3

Se démarquer en tant qu'organisation de haut savoir, moderne et respectueuse de ses ressources

AXE D'INTERVENTION 5

Engagement des ressources humaines

OBJECTIF 9

ASSURER LA DISPONIBILITÉ DE L'EXPERTISE

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Taux de vulnérabilité des emplois	**17,9 %**
Nombre de jours de formation par ETC	**2,29** jours de formation par ETC
Pourcentage de la masse salariale investie dans la formation et le développement	**1,75 %**
Taux de roulement du personnel occupant des emplois vulnérables	**1,32 %**

La perte de l'expertise est généralement considérée comme l'un des risques majeurs pouvant compromettre les objectifs stratégiques de toute organisation. L'expérience et l'expertise des employés de l'Institut représentent autant de composantes essentielles de l'offre de service.

La vaste majorité des emplois dits vulnérables sont liés directement à la production statistique. En 2013-2014, le taux de vulnérabilité des emplois est en baisse pour atteindre 17,9 %.

Ce résultat représente une baisse de six points de pourcentage du début à la fin de la mise en œuvre du *Plan stratégique 2009-2014*. Cette progression confirme le bien-fondé des mesures relatives au transfert de l'expertise et l'attention portée à la gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre.

Les investissements en formation constituent pour un organisme de haut savoir tel que l'Institut un volet important de la gestion proactive des ressources humaines. Toutefois, le respect des exigences gouvernementales en matière de finances publiques et le contexte budgétaire difficile au sein de l'organisme ont entraîné une réduction conséquente des efforts de formation.

Le nombre de jours de formation par équivalent temps complet (ETC) est de 2,29 jours en 2013-2014, soit un résultat inférieur à la cible institutionnelle de 3,5 jours par ETC établie dans le *Plan stratégique 2009-2014*.

Le pourcentage de la masse salariale investie dans la formation et le développement est passé de 1,81 % en 2012-2013 à 1,75 % en 2013-2014.

Le taux de roulement du personnel occupant des emplois vulnérables se situe à 1,32 % sur la base de la nouvelle définition établie par le Secrétariat du Conseil du trésor. Cette définition comprend désormais les départs à la retraite (aucun départ à la retraite en 2013-2014). Le *Plan d'action de la gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre* a certainement contribué à ce résultat positif.

NOMBRE DE JOURS DE FORMATION PAR ETC

	Nombre de jours de formation par ETC
2013-2014	2,29
2012-2013	2,24
2011-2012	3,00
2010-2011	3,80
2009-2010	5,88

TAUX DE ROULEMENT DU PERSONNEL OCCUPANT DES EMPLOIS VULNÉRABLES

	Emplois réguliers vulnérables	Emplois occasionnels vulnérables	Total emplois vulnérables
		%	
2013-2014*	1,90	0,00	1,32
2012-2013*	4,42	1,90	3,57
2011-2012	1,08	1,79	1,35
2010-2011	1,03	0,75	0,92
2009-2010	4,15	0,76	2,78

* Selon la nouvelle définition qui comprend les départs à la retraite.

Source :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle.

ENJEU 3

Qualité et agilité organisationnelle

ORIENTATION 3

Se démarquer en tant qu'organisation de haut savoir, moderne et respectueuse de ses ressources

AXE D'INTERVENTION 5

Engagement des ressources humaines

OBJECTIF 10

MAINTENIR LA MOBILISATION ET LA MOTIVATION DU PERSONNEL AFIN DE RELEVER NOS DÉFIS

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Taux de satisfaction des employés	97 %
Taux d'absentéisme (année civile 2012)	4,57 %
Taux de participation des employés à une activité de mobilisation et de motivation	100 %

L'étude du climat organisationnel et le taux d'absentéisme sont autant d'indicateurs du degré de mobilisation et de motivation du personnel au sein d'une organisation. La cible institutionnelle est fixée à 90 %. L'étude sur le climat organisationnel (2013) livre un taux de satisfaction de près de 97 %, soit le meilleur résultat depuis 2009. Le taux de participation à l'enquête Web atteint 92 %.

Il est important de mentionner que la satisfaction globale n'est qu'un des volets de cette enquête qui comprend 82 questions sur plus d'une dizaine de facettes de la qualité de vie au travail.

Le taux d'absentéisme à l'Institut, mesuré pour l'année civile 2012, atteignait 4,57 %. Il faut mentionner que ce taux demeure de manière constante sous la moyenne de l'ensemble des ministères et des organismes de l'administration publique québécoise (5,04 %). Toutefois, l'écart entre l'Institut et la fonction publique a été réduit considérablement au cours de la dernière année. Le taux d'absentéisme à l'Institut enregistre une hausse de plus d'un demi-point au cours de l'année 2012.

En 2013-2014, tous les employés de l'Institut de la statistique du Québec ont été invités à participer à une activité de mobilisation et de motivation.

Source :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle.

ENJEU 3

Qualité et agilité organisationnelle

ORIENTATION 3

Se démarquer en tant qu'organisation de haut savoir, moderne et respectueuse de ses ressources

AXE D'INTERVENTION 5

Engagement des ressources humaines

OBJECTIF 11

RECONNAÎTRE LA CONTRIBUTION DES RESSOURCES HUMAINES AU SUCCÈS DE L'ORGANISATION

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Nombre et nature des activités de reconnaissance tenues	**9** types d'activités
Taux des évaluations de rendement effectuées	**54,7 %**
Taux d'application des recommandations émises par les employés	**n. d.**

Les pratiques de reconnaissance sont bien implantées au sein de l'Institut. Les activités diversifiées et conviviales améliorent la qualité de vie au travail. L'impact de ces activités se reflète dans la mesure du climat organisationnel. Quelques activités :

- rencontres d'équipe;
- plans de développement individuel;
- mentions personnalisées dans l'intranet;
- bonis pour rendement exceptionnel;
- activités de reconnaissance visant à souligner les réalisations majeures;
- accueil des nouveaux employés;
- célébration des 25 ans de service dans l'administration publique.
- signature d'un livre virtuel pour les 10 ans de service au sein de l'Institut;
- activité de reconnaissance lors du 100e anniversaire de la création du Bureau des statistiques de Québec, et plus largement de la statistique publique au Québec.

Du 1er avril 2013 au 31 mars 2014, l'Institut a signifié des attentes ou évalué le rendement de 54,7 % de ses employés. Ce résultat est en deçà de la cible institutionnelle fixée à 100 %.

L'étude sur le climat organisationnel permet de recueillir des commentaires, des suggestions et des recommandations émis par les employés. Ces propositions reçoivent une attention particulière des gestionnaires de l'Institut.

Source :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle.

ENJEU 3

Qualité et agilité organisationnelle

ORIENTATION 3

Se démarquer en tant qu'organisation de haut savoir, moderne et respectueuse de ses ressources

AXE D'INTERVENTION 6

Pratiques de gestion performante

OBJECTIF 12

DISPOSER DE L'INFORMATION DE GESTION INTÉGRÉE PROPICE À LA PRISE DE DÉCISION

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Degré d'avancement des travaux	**2** processus révisés

GESTION PRÉVISIONNELLE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

La gestion prévisionnelle est devenue un processus continu à l'Institut. Un système informatisé permet de suivre et de mettre à jour régulièrement les plans d'action, diminuant ainsi la vulnérabilité des emplois et contribuant à maintenir l'expertise au sein de l'organisme. Cette refonte avait été initiée en 2012-2013 par la mise en place d'outils performants de la gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre.

HARMONISATION DE LA CLASSIFICATION DES DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

Une nomenclature désignant les documents de référence de l'Institut a été finalisée en 2013-2014. Cette nomenclature est une condition première de l'harmonisation de la classification des documents de référence détenus par l'Institut.

Sources :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle, Secrétariat et Affaires juridiques.

ENJEU 3

Qualité et agilité organisationnelle

ORIENTATION 3

Se démarquer en tant qu'organisation de haut savoir, moderne et respectueuse de ses ressources

AXE D'INTERVENTION 6

Pratiques de gestion performante

OBJECTIF 13

OPTIMISER LA GESTION DES RISQUES, DES OPÉRATIONS ET DES PROJETS EN S'INSPIRANT DES MEILLEURES PRATIQUES

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Degré d'avancement des travaux	1 processus révisé

La vision stratégique de l'Institut entraîne un examen rigoureux des risques stratégiques, financiers, opérationnels et technologiques. Inspirée des meilleures pratiques, l'optimisation des opérations permet de réduire ces risques et favorise une gestion financière à la fine pointe.

PROCESSUS D'ADAPTATION ET D'ADMINISTRATION DES QUESTIONNAIRES

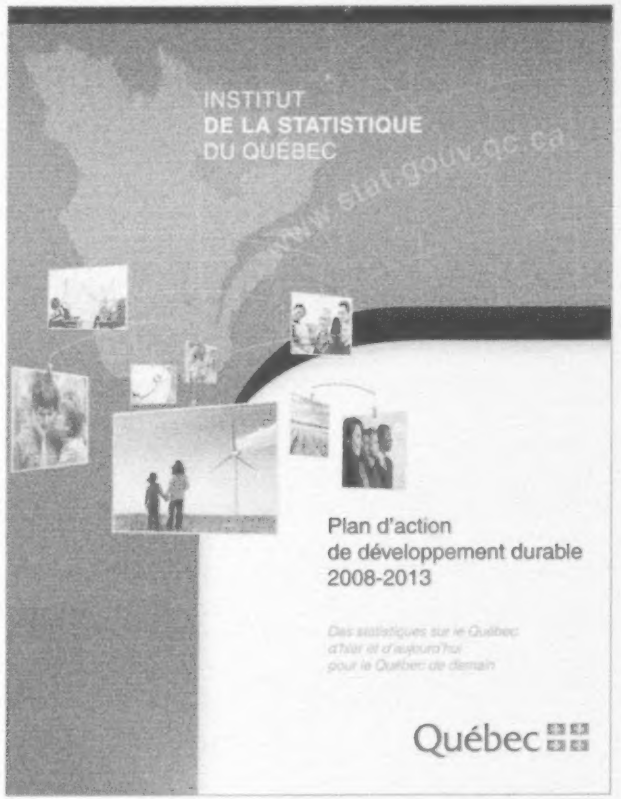
Dans une perspective d'amélioration continue inspirée de la méthode Lean, l'Institut a revu le processus d'adaptation et d'administration de ses questionnaires. Tout en favorisant le bon déroulement des opérations, cette action a permis de consolider le contrôle de qualité à toutes les étapes de la réalisation d'une enquête.

L'ergonomie et le design des questionnaires ont été revus afin de favoriser la participation des répondants, toujours dans l'optique de réduire les risques et de diminuer les coûts de production d'une enquête.

Sources :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle, Secrétariat et Affaires juridiques.

04

RÉSULTATS LIÉS AU PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2008-2013



Partenaire de la démarche gouvernementale de développement durable, l'Institut recueille, produit et diffuse les informations statistiques nécessaires au suivi des indicateurs de la *Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013* et aux indicateurs de développement durable pour le Québec. Il travaille en étroite collaboration avec le ministère du Développement durable, de l'Environnement, et de la Lutte contre les changements climatiques. L'Institut est un membre actif du Comité interministériel de développement durable.

En raison de la prolongation de la *Stratégie gouvernementale de développement durable* jusqu'en 2015, cette section du *Rapport annuel de gestion* cible des mesures présentées au sein de l'addenda au *Plan d'action de développement durable 2008-2013*. Ce document est disponible sur le site Web de l'Institut. Ce document intègre de nouvelles actions liées à l'Agenda 21 de la culture. Dans le cadre de cette initiative, l'Institut s'est engagé à participer aux Journées de la culture et à renouveler périodiquement les expositions d'œuvres d'art dans ses principales salles de réunion à Québec et à Montréal. En collaboration avec le Club des activités sociales, plusieurs activités culturelles proposées aux employés de l'Institut ont pu bénéficier d'une belle visibilité au sein de l'organisme.

La reddition de comptes 2013-2014 touchera donc un nombre plus limité d'actions et de gestes recélant un potentiel intéressant au regard du développement durable. Ces actions s'inscrivent dans les orientations privilégiées au *Plan d'action de développement durable 2008-2013*. La sensibilisation à la démarche gouvernementale de développement durable, l'amélioration de la qualité de vie au travail ainsi que les gestes écoresponsables font maintenant partie prenante de l'environnement de travail au sein de l'organisme. Ces actions ne sont plus l'objet d'une reddition de comptes formelle, elles demeurent l'objet d'un suivi attentif. La fréquentation des sections du site Web de l'Institut dédiées au développement durable ne sera considérée qu'à la fin de la période de prolongation de la *Stratégie gouvernementale*. L'objectif de croissance est établi à 10 % sur une période de deux ans sur la base de l'année de référence 2012-2013. Malgré la réalisation de travaux exploratoires, la prise en compte des principes de développement durable demeure difficile à concrétiser au sein de l'Institut.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE

Informer, sensibiliser, éduquer, innover

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL

Dresser et actualiser le portrait du développement durable au Québec

OBJECTIF ORGANISATIONNEL

Contribuer à la disponibilité de l'information statistique en lien avec le développement durable au Québec

ACTION

AUGMENTER LA PRODUCTION D'INFORMATION STATISTIQUE INTÉGRANT LES DIMENSIONS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE AU QUÉBEC

GESTES	SUIVI
Augmenter le nombre de publications qui intègrent les dimensions du développement durable.	**Réalisé** Les bulletins statistiques régionaux du Québec touchent chacune des dimensions du développement durable. Le *Québec chiffres en main* comprend maintenant des indicateurs de développement durable, lesquels sont identifiés par le sigle DD. **Nouveau** L'Institut a publié les résultats de l'*Enquête québécoise sur l'industrie de l'environnement 2011*. Cette enquête marque un jalon permettant de saisir la nature et l'importance de l'industrie de l'environnement au Québec.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE

Produire et consommer de façon responsable

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL

Appliquer des mesures de gestion environnementale et une politique d'acquisitions écoresponsables au sein des ministères et des organismes gouvernementaux

OBJECTIF ORGANISATIONNEL

Encourager les initiatives de production et de consommation écoresponsables

ACTION

RÉDUIRE L'UTILISATION DU PAPIER DANS LES STRATÉGIES ET LES OPÉRATIONS DE COLLECTE DE DONNÉES TOUT EN ASSURANT L'ATTEINTE DES TAUX DE RÉPONSE PRÉVUS DANS LES ENQUÊTES

GESTES	SUIVI
Établir une stratégie visant la diversification et l'intégration des modes de collecte, notamment par le Web.	**Nouveau** La mise en œuvre progressive d'enquêtes sur le Web devrait permettre de réduire la consommation de papier tout en allégeant le fardeau administratif et réglementaire des entreprises.

INDICATEUR CIBLE

Ratio du nombre de feuilles de papier transmises par rapport au nombre d'entreprises.

> D'ici 2015, réduire de 10 % (année de référence 2012-2013 = 3,9 feuilles par entreprise).

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

En 2013-2014, la taille moyenne des questionnaires des entreprises est de 3,75 feuilles, soit une réduction de près de 4 % par rapport à l'année de référence.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE

Produire et consommer de façon responsable

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL

Appliquer des mesures de gestion environnementale et une politique d'acquisitions écoresponsables au sein des ministères et des organismes gouvernementaux

OBJECTIF ORGANISATIONNEL

Encourager les initiatives de production et de consommation écoresponsables

ACTION

PRIVILÉGIER LA DIFFUSION ÉLECTRONIQUE DES STATISTIQUES OFFICIELLES

GESTES	SUIVI
Privilégier la diffusion des publications par voie électronique.	À terme, l'ensemble des publications, à l'exception des documents de référence, seront diffusées uniquement sur le site Web de l'Institut.

INDICATEUR CIBLE

Pourcentage de réduction des publications papier.

> D'ici 2015, réduire de 40 % par rapport à l'année de référence.

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Réalisé au 31 mars 2013.

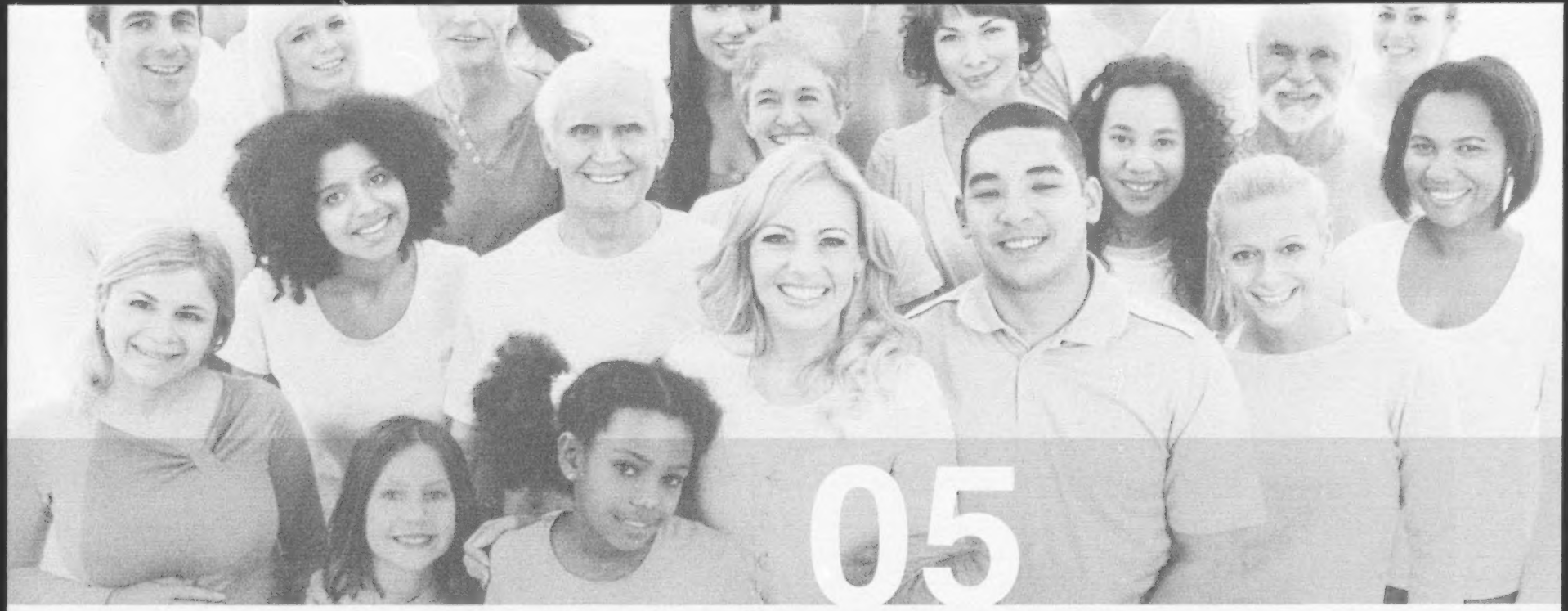
CHANGEMENTS CLIMATIQUES

En vertu d'ententes spécifiques, l'Institut de la statistique du Québec est client de la Société québécoise des infrastructures (SQI). En conséquence, la SQI se porte garante de l'Institut en ce qui a trait à l'efficacité énergétique des bâtiments.

Depuis quelques années, l'Institut possède deux systèmes de visioconférence qui permettent de réduire les déplacements entre ses bureaux de Québec et de Montréal. Ces équipements sont pleinement utilisés par le personnel de l'Institut. L'efficacité de cet outil en termes d'économie de temps, d'argent et de consommation énergétique justifie entièrement les investissements initiaux.

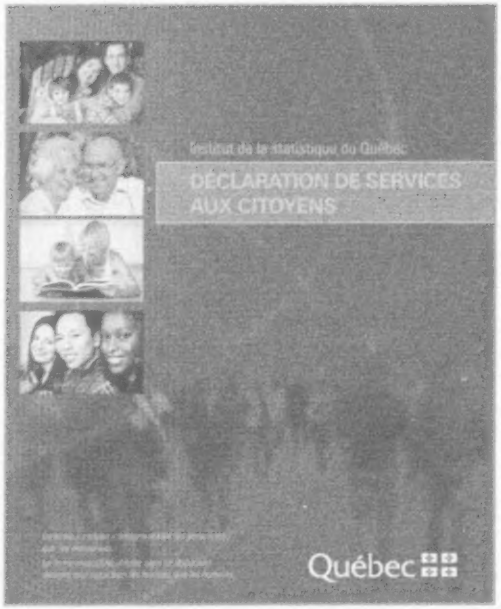
L'Institut ne dispose d'aucun véhicule qui lui appartienne en propre, ni en location à long terme. Les employés voyagent presque exclusivement en train ou en autobus. Par diverses mesures de promotion, l'Institut favorise l'utilisation du transport en commun localement.

L'Institut se distingue par la tenue d'activités de sensibilisation, notamment dans le cadre de la Semaine des transports collectifs et actifs. Les employés de l'Institut ont participé nombreux aux activités « Défi pas à pas » et « Défi sans auto ».



05

RÉSULTATS LIÉS À LA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS



La Déclaration de services aux citoyens *traduit l'engagement de l'Institut à offrir des services et des produits de qualité répondant aux plus hauts standards en matière de statistique publique. Cet engagement s'étend à la qualité de nos publications, à l'accessibilité de nos produits et services ainsi qu'à notre responsabilité à l'égard des participants aux enquêtes.*

NOTRE RESPONSABILITÉ À L'ÉGARD DES PLAINTES

L'Institut accorde une grande importante à toutes les plaintes et les commentaires dans un souci constant d'amélioration de la qualité et des services. Une plainte est l'expression d'une insatisfaction à l'égard des services reçus. Elle est considérée comme une demande à l'autorité administrative d'agir conformément à sa déclaration de services aux citoyens. En 2013-2014, l'Institut n'a reçu aucune plainte.

Il importe de mentionner que les citoyens qui souhaitent formuler une plainte peuvent s'adresser à l'Institut, par écrit ou via son site Web. L'organisme s'engage à traiter les plaintes dans un délai de cinq jours ouvrables suivant leur réception ou d'informer les plaignants s'il ne peut respecter ce délai. L'accompagnement des personnes ayant des incapacités dans la formulation d'une plainte est également offert.

NOTRE RESPONSABILITÉ À L'ÉGARD DES PARTICIPANTS AUX ENQUÊTES

Les participants aux enquêtes contribuent activement à la réalisation de la mission de l'Institut, lequel garantit la confidentialité des renseignements recueillis. L'Institut s'assure d'alléger le fardeau du participant en évitant le dédoublement d'enquêtes, en exploitant les données administratives et en ayant recours à des modes de collecte diversifiés.

Le Comité d'éthique contribue à assurer la protection des participants en examinant, sur le plan éthique, les différents projets de l'Institut.

La Politique d'information au participant d'une enquête expose les obligations juridiques ainsi que les normes institutionnelles qui dictent et encadrent la façon d'intervenir auprès des participants. Les participants aux enquêtes peuvent obtenir plus d'information à l'adresse électronique suivante : collecte@stat.gouv.qc.ca.

06

UTILISATION DES RESSOURCES

RESSOURCES FINANCIÈRES

L'Institut dispose de deux sources de financement, soit une subvention annuelle versée par le ministère des Finances et des revenus autonomes générés par des travaux statistiques réalisés pour différents clients, principalement des ministères et des organismes. La part relative des revenus autonomes dans les revenus totaux a augmenté de façon significative depuis la création de l'organisme, atteignant 48,6 % en 2013-2014.

La subvention versée par le ministère des Finances est passée de 13,6 M$ en 2012-2013 à 13,0 M$ en 2013-2014. Sur la même période, les revenus autonomes ont accusé une baisse marquée passant de 14,7 M$ en 2012-2013 à 12,3 M$ en 2013-2014.

MESURES DE RÉDUCTION DES DÉPENSES

	Cible de réduction prévue au 31 mars 2014 ($)	Réduction cumulative réalisée au 31 mars 2014 ($)
Dépenses de fonctionnement de nature administrative*	219 011	537 804
Rémunération	513 326	718 895
Total	732 337	1 256 699

* Incluant les dépenses prévues de 116 968 $ pour la formation, les frais de déplacement et la publicité, pour une réduction cumulative des dépenses de 257 401 $ au 31 mars 2014.

ÉVOLUTION DES REVENUS

	Subventions (en M$)	Revenus autonomes (en M$)	Revenus totaux (en M$)	Portion des revenus autonomes (%)
2013-2014	13,0	12,3	25,3	48,6
2012-2013	13,6	14,7	28,3	52,0
2011-2012	13,8	15,2	29,0	52,4
2010-2011	13,9	15,5	29,4	52,6
2009-2010	14,3	12,8	27,1	47,2

Le niveau de la subvention versée par le ministère des Finances reflète les engagements de l'Institut à l'égard de la Loi mettant en œuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 (ci-après « Loi sur l'équilibre budgétaire »). Par contre, la réduction additionnelle de 560 k$ en 2013-2014 constitue une mesure supplémentaire de réduction des dépenses qui s'ajoute aux obligations de l'Institut à l'égard de la Loi sur l'équilibre budgétaire.

L'UTILISATION DES RESSOURCES

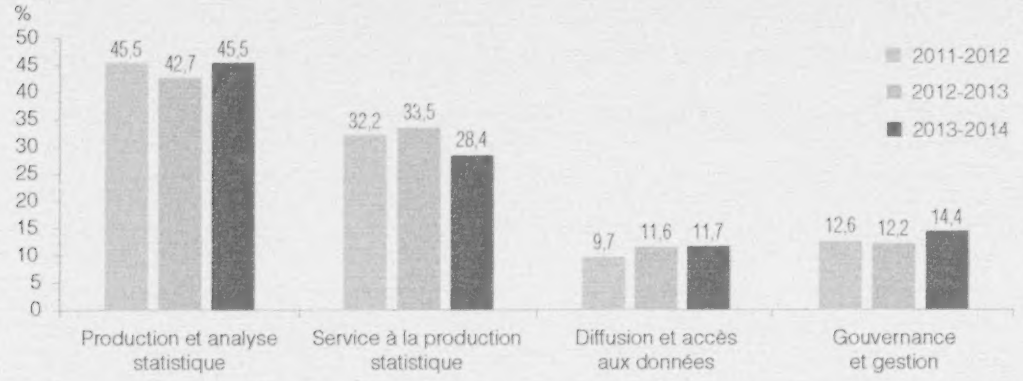
Les ressources financières disponibles en 2013-2014 ont été prioritairement consacrées à la réalisation et à la diffusion de la production statistique. En effet, les dépenses liées à la production et à l'analyse statistiques (45,5 %), au soutien direct à la production statistique (28,4 %) ainsi qu'à la diffusion et à l'accès aux données (11,7 %) représentent 85,6 % de l'utilisation totale des ressources financières. Elles en représentaient 87,8 % en 2012-2013. Par ailleurs, les dépenses dites institutionnelles et celles liées au soutien administratif représentent 14,4 % des dépenses totales en 2013-2014, comparativement à 12,2 % en 2012-2013.

LE RESPECT DE LA LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE

L'article 14 de la Loi sur l'équilibre budgétaire permet à certains organismes de tenir compte de leurs activités de nature commerciale. Conséquemment, la politique de réduction de certaines dépenses de l'Institut exclut du calcul les dépenses effectuées dans le cadre de projets issus d'ententes contractuelles avec des clients.

Afin de répondre à l'effort de réduction des dépenses publiques, l'Institut visait au 31 mars 2014, une baisse cumulative de 732,3 k$ par rapport à l'année de référence (2009-2010), soit 219,0 k$ provenant des dépenses de fonctionnement de nature administrative et 513,3 k$ provenant de la masse salariale.

UTILISATION DES RESSOURCES FINANCIÈRES PAR ACTIVITÉ



Les mesures prises par l'Institut ont entraîné une réduction totale des dépenses de 1 256,7 k$ (sur la base de 2009-2010), soit 718,9 k$ provenant de la masse salariale et 537,8 k$ provenant des dépenses de fonctionnement, dont 257,4 k$ en formation, frais de déplacement et publicité. Ces résultats permettent à l'Institut de se conformer à la Loi sur l'équilibre budgétaire.

Toutefois, malgré les efforts de réduction des dépenses, le déficit de l'exercice financier 2013-2014 atteint 1 696,1 k$ en raison d'une baisse des revenus autonomes.

RÈGLES POUR LES BONIS AU RENDEMENT

Les ministères et les organismes rendent compte des bonis versés aux cadres et aux titulaires d'un emploi supérieur à temps plein au cours de la période d'évaluation du rendement du 1er avril 2012 au 31 mars 2013.

En 2013-2014, aucun boni n'a été versé au personnel-cadre de l'Institut concernant cette période. Aucun boni n'a été accordé au directeur général de l'Institut, seul titulaire d'un emploi supérieur au sein de l'organisme.

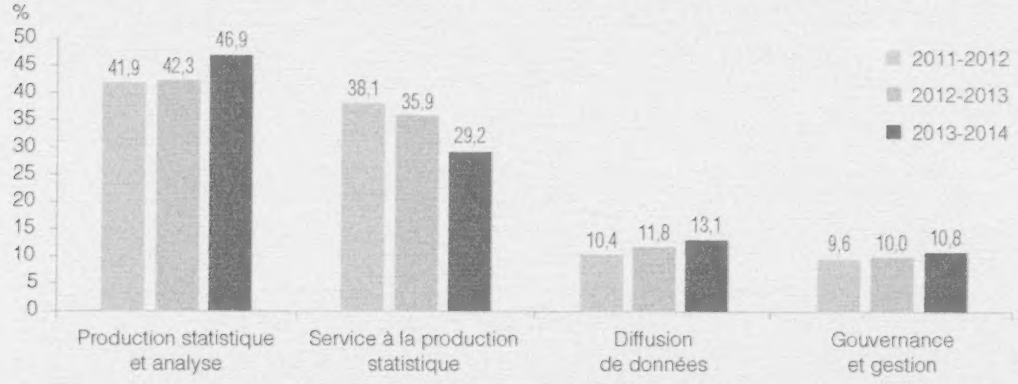
ÉVOLUTION DES RESSOURCES HUMAINES

	ETC réguliers utilisés	ETC totaux utilisés (cible SCT)	ETC totaux utilisés	ETC réguliers utilisés/ ETC totaux utilisés (%)
2013-2014	**187**	**285**	**294**	**63,6**
2012-2013	181	288	319	56,7
2011-2012	180	292	337	53,4
2010-2011	191	296	348	54,9
2009-2010	176	301	309	57,0

INVESTISSEMENT EN FORMATION ET DÉVELOPPEMENT

	Nombre d'activités	En heures	En k$	Pourcentage de masse salariale (%)
2013-2014	**193**	**4 720**	**322,6**	**1,75**
2012-2013	216	5 003	357,8	1,81
2011-2012	297	7 080	409,9	2,29
2010-2011	319	9 252	557,8	3,13
2009-2010	366	12 711	782,7	4,30

UTILISATION DES RESSOURCES HUMAINES PAR ACTIVITÉ



RESSOURCES HUMAINES

Au 31 mars 2014, l'Institut comptait 341 employés, soit 294 ETC (équivalents temps complet) totaux utilisés. Il s'agit d'une baisse de 25 ETC par rapport à l'exercice budgétaire précédent.

La baisse des projets financés par les revenus autonomes a entraîné une réduction de l'embauche, particulièrement pour les intervieweurs.

En raison de la régularisation par le gouvernement de la situation d'employés ayant un statut d'emploi occasionnel, la proportion des ETC réguliers sur les ETC totaux utilisés atteint 63,6 % au 31 mars 2014.

Selon l'activité, les jours-personnes se répartissent comme suit (voir le graphique ci-contre) : 46,9 % à la production et à l'analyse statistiques, 29,2 % au soutien direct à la production statistique (stratégies et opérations de collecte, méthodologie et qualité, développement de solutions et soutien technologique), 13,1 % à la diffusion des données et à l'accès aux données et 10,8 % au soutien administratif et institutionnel.

La grande majorité des ressources humaines (89,2 %) est directement engagée dans les activités de production, d'analyse et de diffusion des données statistiques.

En tant qu'organisme de haut savoir, l'Institut a une considération élevée pour la formation et le développement des ressources humaines. Les exigences liées à l'assainissement des finances publiques et une situation financière difficile au sein de l'Institut ont engendré une réduction importante des dépenses à cet égard.

ÉVOLUTION DU TAUX DE DÉPART VOLONTAIRE (en %)

	Régulier[1]	Occasionnel (paie standard)[2]	Total (sans les intervieweurs)	Intervieweurs	Régulier vulnérable	Occasionnel vulnérable	Total des emplois vulnérables
2013-2014	**8,91**	**11,82**	**9,88**	**7,23**	**1,90**	**0,00**	**1,32**
2012-2013	8,35	10,48	9,08	42,00	4,42	1,90	3,57
2011-2012	5,90	5,36	5,71	29,81	1,08	1,79	1,35
2010-2011	5,17	5,22	5,19	18,78	1,03	0,75	0,92
2009-2010	7,25	6,11	6,79	7,69	4,15	0,76	2,78

1 Depuis 2012-2013, le taux de départ volontaire est calculé ainsi : (mutations externes + démissions + retraites) / ((nombre d'employés réguliers au début avril + nombre d'employés réguliers fin mars) / 2).

2 Le taux de départ volontaire des ressources occasionnelles est calculé ainsi : (démissions + retraites) / ((nombre d'employés occasionnels au début avril + nombre d'employés occasionnels fin mars) / 2).

TAUX DE DÉPART VOLONTAIRE 2013-2014 PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

	Cadres	Professionnels	Fonctionnaires	Ouvriers	Total
Hommes	1	9	2	0	12
Femmes	0	7	11	0	18
Total	**1**	**16**	**13**	**0**	**30**

TAUX D'ABSENTÉISME (en %)

	Institut de la statistique du Québec	Fonction publique
2012	**4,57**	**5,04**
2011	3,98	4,95
2010	3,73	4,85
2009	3,84	4,77
2008	4,79	4,87

PRÉVISION DE DÉPARTS À LA RETRAITE AU 31 MARS 2014 (en nombre et en pourcentage des employés réguliers)

	En nombre d'employés	Pourcentage des employés (%)
2014-2015	6	2,9

RESSOURCES INFORMATIONNELLES

Conformément aux dispositions de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement, l'Institut rend compte des projets de développement réalisés et des sommes consacrées pour la gestion et le maintien de ses actifs en ressources informationnelles.

Une ressource informationnelle (RI) est une ressource humaine, matérielle ou financière directement affectée à la gestion, à l'acquisition, au développement, à l'entretien, à l'exploitation, à l'accès, à l'utilisation, à la protection, à la conservation et à la destruction des éléments d'information.

M[me] Annie Giguère, directrice des services informationnels et technologiques, a été désignée dirigeante sectorielle de l'information.

LES PROJETS MAJEURS

La collecte de la deuxième édition de l'*Enquête québécoise sur la qualité des services de garde* (Grandir en qualité) a été réalisée en partie grâce à des équipements novateurs : des portables-tablettes. L'introduction de cet outil a permis le remplacement des grilles de saisie de format papier. Cette innovation a permis le remplacement des grilles de saisie papiers par des grilles de saisie électroniques plus conviviales pour les observateurs. L'introduction de cet outil électronique implique le développement de modules de pilotage ainsi que la réutilisation de composantes pour le transfert à distance et l'emmagasinage de données.

La Direction des services informationnels et technologiques a contribué à l'amélioration de l'offre de produits en ligne avec la réalisation de 216 nouveaux tableaux dynamiques dans les domaines de l'agriculture et de l'industrie bioalimentaire, des conditions de vie, de la culture, du développement durable, de l'éducation, de la démographie et de la santé. Ces tableaux sont accessibles, tant sur le site de la BDSO que sur celui de l'Institut. Des nouveaux tableaux dynamiques sont également disponibles dans les nouvelles vitrines sur la petite enfance et sur l'occupation et la vitalité des territoires. Ces vitrines ont été lancées officiellement en 2013-2014.

Au regard des infrastructures technologiques, l'Institut s'est investi entièrement dans la mise à niveau de l'ensemble des postes de travail. Cette opération est requise en raison de la fin programmée de Windows XP et MS Office 2003. La migration vers Windows 8.1 est bien engagée et s'inscrit dans une stratégie globale de l'Institut vers l'atteinte des standards gouvernementaux. Cette mise à niveau sera complétée à la fin de l'année financière 2014-2015.

Enfin, soulignons la réalisation de plusieurs activités d'amélioration relatives à l'optimisation des outils de collecte, la solution de reconnaissance optique du Registre des événements démographiques, le rehaussement du coupe-feu, la préparation de l'environnement Oracle 11G et l'automatisation de processus administratifs.

Pour l'exercice financier 2013-2014, les dépenses et les investissements en RI ont totalisé 4,6 millions de dollars.

LA MODERNISATION DES SITES WEB

La modernisation des sites Web de l'Institut et celui de la BDSO représente une réalisation considérable. Initié en 2012-2013, ce travail s'est terminé en novembre 2013 au bénéfice de l'ensemble des utilisateurs des sites de diffusion.

Le site Web de l'Institut et celui de la BDSO respectent les trois standards sur l'accessibilité, soit l'accessibilité d'un site Web (SGQRI 008-01), l'accessibilité d'un document téléchargeable (SGQRI 008-02) et l'accessibilité du multimédia dans un site Web (SGQRI 008-03). Compte tenu de l'ampleur des travaux réalisés, l'accès aux tableaux de données HTML et aux publications PDF sera offert progressivement.

Les tableaux suivants présentent le niveau d'avancement ainsi que les ressources humaines et financières affectées aux projets en RI.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN RI

Liste des projets	Avancement (%)	Explication sommaire des écarts
Enquête québécoise sur la qualité des services de garde éducatifs 2014 (Grandir en qualité)	100	-
Mise à niveau des postes de travail	25	-

RESSOURCES AFFECTÉES AUX PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN RI

Liste des projets	Ressources humaines prévues (ETC)	Ressources humaines utilisées (ETC)	Ressources financières prévues (k$)	Ressources financières utilisées (k$)	Explication sommaire des écarts
Enquête québécoise sur la qualité des services de garde éducatifs 2014 (Grandir en qualité)	2,4	1,9	168,6	168,6	-
Mise à niveau des postes de travail	3,3	0,8	1 021,3	324,6	-

DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS ET RÉELS CONSACRÉS AUX RI EN 2013-2014 (en milliers de dollars)

	Dépenses et investissements prévus (k$)	Dépenses et investissements réels (k$)	Explication sommaire des écarts
Total des activités d'encadrement	450,0	316,7	Poste de gestion vacant
Total des activités de continuité	4 967,0	3 764,2	Projets reportés – gel de l'embauche
Total des projets	0,0	493,2	Nouveau projet à revenu autonome Le moratoire pour le projet de rehaussement du système d'exploitation des postes de travail a été levé en juin 2013
Total des dépenses et investissements en ressources informationnelles	5 417,0	4 574,1	

LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION

À l'Institut, la responsabilité de la sécurité de l'information a été confiée à M[me] Annie Giguère, directrice des services informationnels et technologiques. Les activités liées à la sécurité de l'information sont structurées au sein des trois volets suivants :

Technologie

- Des améliorations ont été apportées aux infrastructures technologiques de sécurité. Un audit de la sécurité de l'environnement de la collecte Web a été effectué par une firme spécialisée. De plus, une série de tests a permis de mettre en place des solutions visant à minimiser la présence de vulnérabilités exploitables.

Éléments structurants et conformité aux exigences gouvernementales

- Une restructuration de l'équipe de sécurité de l'information a été effectuée au cours de l'exercice financier 2013-2014. Cette équipe coordonne les activités de sécurité de l'information à l'Institut.

- Un guichet unique est en place pour recevoir les demandes spécifiques liées à la sécurité de l'information. En aval, un processus formel de gestion et de suivi des projets et des demandes a été implanté au début de l'année 2014.

- Ces pratiques déjà reconnues permettent de répondre aux exigences de la nouvelle directive sur la sécurité de l'information gouvernementale en vigueur depuis le 15 janvier 2014.

Sensibilisation et responsabilisation des employés

- À l'Institut, les employés sont sensibilisés et responsabilisés quant à l'utilisation éthique et sécuritaire des technologies de l'information, ainsi qu'à la protection de la confidentialité des données. La confidentialité demeure l'assise de la relation de confiance entre l'Institut et les participants aux enquêtes, les partenaires et la population.

- Une campagne de sensibilisation comprenant une diversité de moyens et d'outils a été menée afin de réduire les risques amenés par la fin du support du système d'exploitation de Windows XP de la firme Microsoft.

- Les courriels récurrents à saveur humoristique, les rappels et capsules dans l'intranet et une tournée de sensibilisation réalisée par l'équipe de sécurité dans les unités administratives comptent parmi les nombreuses actions liées au renforcement de la sécurité.

07

EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES

ACCÈS AUX DOCUMENTS ET PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

ACCÈS AUX DOCUMENTS

En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le tableau suivant indique le nombre de demandes d'accès reçues à l'Institut de la statistique du Québec au cours de l'exercice financier 2013-2014.

Au cours de cette période, aucune demande d'accès n'a fait l'objet de mesures d'accommodement raisonnable. Aucune demande de révision n'a été déposée à la Commission d'accès à l'information du Québec.

Dans le respect du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels, l'Institut rend public sur son site Web l'ensemble des documents requis.

PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

La protection des renseignements personnels et la confidentialité constituent les assises de la crédibilité et de la notoriété de l'Institut. En vertu de l'article 25 de la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (chapitre I-13-011), l'Institut a l'obligation d'assurer la protection de tout renseignement obtenu en vertu de cette loi dont la révélation permettrait de le rattacher à une personne physique ou morale, une entreprise, un organisme ou une association.

Cette disposition s'applique également à toute communication de renseignements personnels effectuée en vertu de la loi.

L'Institut a mis en place des processus afin de respecter ses obligations relatives à la protection des renseignements personnels et à la confidentialité.

La secrétaire de l'Institut, M[me] Marie-José Péan, est la responsable de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels, ci-après nommée: « responsable de l'accès », désignée par le directeur général.

NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS REÇUES À L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC EN 2013-2014	
Nombre total de demandes d'accès	6
Demandes d'accès acceptées	0
Demandes d'accès partiellement acceptées	1
Demandes d'accès refusées	5
Motifs de refus	
Document inexistant en vertu des articles 15 et 47	4
Compétence d'un autre organisme public conformément aux articles 47 et 48	2
Documents inaccessibles en vertu de l'article 31	1
Respect du délai de traitement de 20 jours	1

En octobre 2009, le Comité d'examen sur la confidentialité a été mis en place afin de conseiller et seconder la responsable de l'accès. Le comité est formé de membres du personnel de l'Institut possédant une expertise en matière de statistique (méthodologie, collecte), d'accès aux documents et de protection des renseignements personnels (conseiller juridique) ainsi que d'une personne experte en éthique. En 2013-2014, le Comité d'examen sur la confidentialité a tenu six rencontres.

Conformément au paragraphe 2 de l'article 2 du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels, le Comité de la confidentialité et de la sécurité de l'information est chargé de soutenir le directeur général dans l'exercice de ses responsabilités relatives à la diffusion de l'information et à la protection des renseignements personnels.

CONTRIBUTION DE L'INSTITUT DANS LE CADRE DE LA RÉVISION DE LA LOI

L'Institut est membre du Comité de travail interministériel mis sur pied par le Secrétariat aux Institutions démocratiques et à la Participation citoyenne. Dans le cadre de la 5[e] révision quinquennale de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, le Comité doit identifier les propositions de modifications à la Loi sur l'accès et aux règlements découlant de la loi.

Les propositions liées à l'utilisation de nouvelles technologies, les renseignements personnels et le respect de la vie privée, l'échange de renseignements personnels entre les organismes publics ainsi que la gouvernance en matière de protection des renseignements personnels feront l'objet des travaux du comité. Il s'agit d'une reconnaissance exceptionnelle de l'expertise de l'Institut.

Source :
Secrétariat et Affaires juridiques.

PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI

En vertu de l'article 53.1 de la *Loi sur la fonction publique* (chapitre F-3.1.1), le rapport annuel d'un ministère ou d'un organisme doit contenir, sous une rubrique particulière, un compte rendu des résultats obtenus par rapport aux objectifs d'un programme d'accès à l'égalité ou d'un plan d'embauche pour les personnes handicapées ainsi qu'aux objectifs d'embauche des diverses composantes de la société québécoise.

DONNÉES GLOBALES

EMBAUCHE TOTALE AU COURS DE LA PÉRIODE DE 2013-2014

	Réguliers[1]	Occasionnels[2]	Étudiants	Stagiaires	Total
Nombre total de personnes embauchées	21	20	8	6	55
Embauche d'intervieweurs (0 à 35 heures)	0	109	0	0	109
Total	21	129	8	6	164

1 Les données sur l'embauche du personnel régulier n'incluent que les recrutements.

2 Les données sur l'embauche du personnel occasionnel n'incluent que les nouvelles entrées en fonction durant la période visée, ce qui exclut les employés occasionnels sur les listes de rappel ainsi que les employés déjà en fonction et dont le contrat est renouvelé.

NOMBRE D'EMPLOYÉS RÉGULIERS EN PLACE EN DATE DU 31 MARS 2014

Effectif régulier	204
Effectif occasionnel et étudiant	137 (39 intervieweurs)
Effectif total (personnes)	341

GROUPE CIBLE : MEMBRES DE COMMUNAUTÉS CULTURELLES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET PERSONNES HANDICAPÉES

TAUX D'EMBAUCHE PAR TYPE DE GROUPES CIBLES ET PAR STATUT D'EMPLOI EN 2013-2014

Statuts d'emploi	Embauche totale	Nombre d'embauches de membres de groupes cibles					Taux d'embauche par statut d'emploi[1] (%)
		Communautés culturelles	Anglophones	Autochtones	Personnes handicapées	Total	
Réguliers	21	1	0	1	0	2	10
Occasionnels	20	3	0	0	0	3	15
Étudiants	8	1	0	0	0	1	13
Stagiaires	6	0	0	0	0	0	0
Total	55	5	0	1	0	6	11

1 Taux d'embauche par statut d'emploi est calculé selon le nombre total de personnes issues du groupe visé dans un statut donné, par rapport à l'embauche totale de l'année dans ce statut d'emploi. Ce taux n'inclut pas les intervieweurs.

> RAPPEL DE L'OBJECTIF D'EMBAUCHE

Atteindre un taux d'embauche annuel de 25 % de nouveaux employés réguliers, occasionnels, étudiants et stagiaires qui sont membres de communautés culturelles ou qui sont des anglophones, des autochtones ou des personnes handicapées, afin de hausser la représentation de ces groupes dans la fonction publique.

Pour 2013-2014, l'objectif d'embauche de membres appartenant aux groupes cibles n'a pas été atteint.

TAUX D'EMBAUCHE GLOBAL DES MEMBRES DES GROUPES CIBLES[1] PAR STATUT D'EMPLOI RÉSULTATS COMPARATIFS (en %)

	Réguliers	Occasionnels	Étudiants	Stagiaires	Total
			%		
2013-2014	10	15	13	0	11
2012-2013	0	14	20	0	13
2011-2012	8	17	17	50	18
2010-2011	20	14	15	14	16
2009-2010	0	11	10	17	11

1 Taux d'embauche global des membres des communautés culturelles, des anglophones, des autochtones et des personnes handicapées. Ce taux n'inclut pas les intervieweurs.

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES GROUPES CIBLES AU SEIN DE L'EFFECTIF RÉGULIER : RÉSULTATS COMPARATIFS AU 31 MARS DE CHAQUE ANNÉE

Groupes cibles	2012		2013		2014	
	Nombre d'employés réguliers dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total (%)	Nombre d'employés réguliers dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total (%)	Nombre d'employés réguliers dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total (%)
Membres de communautés culturelles	19	9,2	18	9,0	18	8,8
Autochtones	0	0,0	0	0,0	1	0,5
Anglophones	4	1,9	4	2,0	3	1,5
Personnes handicapées	4	1,9	4	2,0	3	1,5
Total	27	13,0	26	13,0	25	12,3
Effectif régulier total	207		200		204	

> RAPPEL DES OBJECTIFS :

En ce qui concerne les personnes issues des groupes cibles, atteindre l'objectif gouvernemental de 9 % de l'effectif régulier.

En ce qui concerne les personnes handicapées, atteindre la cible gouvernementale de 2 % de l'effectif régulier.

Résultats : Le taux de représentativité total dépasse encore cette année, l'objectif gouvernemental. Il atteint 12,3 % pour l'exercice financier 2013-2014.

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES PERSONNES ISSUES DES GROUPES CIBLES AU SEIN DE L'EFFECTIF OCCASIONNEL
RÉSULTATS COMPARATIFS AU 31 MARS DE CHAQUE ANNÉE

Groupes cibles	2012		2013		2014	
	Nombre d'employés occasionnels dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif occasionnel total (%)	Nombre d'employés occasionnels dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif occasionnel total (%)	Nombre d'employés occasionnels dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif occasionnel total (%)
Membres de communautés culturelles	10	10,1	13	11,7	13	14,1
Autochtones	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Anglophones	1	1,0	1	0,9	1	1,1
Personnes handicapées	2	2,0	3	2,7	3	3,3
Total	13	13,1	17	15,3	17	18,5
Effectif occasionnel total	99		111		92	

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES PERSONNES ISSUES DES GROUPES CIBLES AU SEIN DE L'EFFECTIF RÉGULIER
RÉSULTATS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI À LA FIN DE MARS 2014

Groupes cibles	Personnel d'encadrement		Personnel professionnel[1]		Personnel technicien		Personnel de bureau		Personnel ouvrier		Total	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Membres de communautés culturelles	2	11,1	14	10,4	1	3,1	1	5,3	0	0,0	18	8,8
Autochtones	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	5,3	0	0,0	1	0,5
Anglophones	0	0,0	3	2,2	0	0,0	0	0,0	0	0,0	3	1,5
Personnes handicapées	0	0,0	3	2,2	0	0,0	0	0,0	0	0,0	3	1,5
Total	2	11,1	20	14,8	1	3,1	2	10,6	0	0,0	25	12,3
Effectif régulier total	18		134		32		19		1		204	

1 Y compris les ingénieurs, avocats, notaires, conseillers en gestion des ressources humaines, enseignants, médecins et dentistes.

GROUPE CIBLE : FEMMES

TAUX D'EMBAUCHE DES FEMMES EN 2013-2014 PAR STATUT D'EMPLOI

	Personnel régulier	Personnel occasionnel	Personnel étudiant	Personnel stagiaire	Total
Nombre de femmes embauchées	13	16	8	4	41
Pourcentage par rapport au nombre total de personnes embauchées en 2013-2014	61,9	80,0	100,0	66,7	71,9
Nombre total d'embauches	21	20	8	6	55

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES FEMMES DANS L'EFFECTIF RÉGULIER AU 31 MARS 2014

	Personnel d'encadrement	Personnel professionnel[1]	Personnel technicien	Personnel de bureau	Personnel ouvrier	Total
Nombre total d'employés réguliers	18	134	32	19	1	204
Nombre de femmes ayant le statut d'employé régulier	10	73	19	19	0	121
Taux de représentativité des femmes dans l'effectif régulier total de la catégorie (%)	55,6	54,5	59,4	100,0	0,0	59,3

1 Y compris les ingénieurs, avocats, notaires, conseillers en gestion des ressources humaines, enseignants, médecins et dentistes.

MESURES OU ACTIONS FAVORISANT L'EMBAUCHE, L'INTÉGRATION ET LE MAINTIEN EN EMPLOI

L'exercice de reddition de comptes est l'occasion de faire état des différentes actions ou mesures mises en place dans les ministères et organismes afin de favoriser la gestion de la diversité.

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOYABILITÉ À L'INTENTION DES PERSONNES HANDICAPÉES (PDEIPH)

	2013-2014
Nombre de nouveaux participants au PDEIPH accueillis au cours de l'année (cohorte de 2013)	0
Nombre de projets soumis au Centre de services partagés du Québec dans le cadre du PDEIPH (en prévision des cohortes débutant en 2014)	1

AUTRES MESURES OU ACTIONS

Mesure ou action	2013-2014	
	Groupes cibles visés	Nombre de personnes visées
Plan de développement des ressources humaines	Tous	26
Programme d'accueil et d'intégration	Tous	3

Source :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle.

ALLÉGEMENT RÉGLEMENTAIRE ET ADMINISTRATIF

La *Politique gouvernementale sur l'allégement réglementaire et administratif* pose l'obligation de faire état des réalisations découlant des engagements en matière d'allégement réglementaire et administratif à l'égard des entreprises.

Le niveau et la progression de trois indicateurs du *Plan stratégique 2009-2014*, à savoir l'utilisation de données existantes ou administratives, la consolidation des demandes des ministères et organismes au sein d'une même enquête et le volume d'enquêtes utilisant des modes de collecte adaptés au participant, confirment l'engagement de l'Institut à l'égard de l'allégement réglementaire et administratif.

L'implantation progressive de la collecte Web représente un vecteur de la réduction du fardeau des participants aux enquêtes, entreprises et ménages. Dans le même sens, l'Institut allège le fardeau des entreprises en réduisant la taille des questionnaires d'enquête, comme en font foi les résultats au regard de la démarche gouvernementale de développement durable exposés dans le présent rapport. Quelque 8 500 entreprises et 26 000 citoyens ont répondu aux enquêtes menées par l'Institut de la statistique du Québec en 2013-2014.

Sources :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle, Direction générale adjointe aux services à la production statistique.

ÉTHIQUE

RÉSULTATS AU REGARD DE L'ÉTHIQUE ET DE LA DÉONTOLOGIE À L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

Le directeur général de l'Institut est tenu de respecter les dispositions prévues dans le *Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics*.

Ce règlement a pour objet de préserver et de renforcer la confiance des citoyens envers l'intégrité et l'impartialité de l'administration publique. Il favorise également la transparence au sein des organismes et entreprises du gouvernement.

AUTRES CONSIDÉRATIONS ÉTHIQUES À L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

L'Institut attache une grande importance aux valeurs d'impartialité, de professionnalisme et de transparence ainsi qu'au respect de la confidentialité.

L'organisme adhère aux principes fondamentaux de la statistique officielle adoptés par la Commission économique pour l'Europe (Organisation des Nations Unies).

La répondante en éthique, M[me] Caroline Saint-Pierre, directrice des ressources humaines, est consultée sur diverses problématiques d'ordre éthique. Ses interventions visent à accompagner et faciliter une prise de décision éclairée.

Aucun manquement à l'éthique n'a été constaté au cours de l'année 2013-2014.

PRINCIPALES RÉALISATIONS DU COMITÉ D'ÉTHIQUE EN 2013-2014

Président : Pierre Durand

Le Comité d'éthique de l'Institut a le mandat de se prononcer de manière indépendante sur les aspects éthiques de tout projet impliquant des personnes dans le cadre d'une enquête, d'une étude, d'une analyse ou d'un projet de recherche. La plus grande préoccupation du comité demeure la protection des participants aux enquêtes contre tout risque associé à un projet.

Le Comité d'éthique de l'Institut a complété sa dix-huitième année d'activité, dont quatorze à titre de Comité de l'Institut tel qu'institué en vertu de l'article 6 de la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec. Au cours de l'exercice financier 2013-2014, le comité a bénéficié de la contribution de huit personnes, dont cinq membres indépendants. M. Pierre Durand en assume la présidence. M. André Duval, expert en éthique, agit à titre de vice-président. M[me] Denise Bisson, observatrice et experte en droit au sein de l'Institut, s'est jointe officiellement au comité en juin 2013.

En 2013-2014, le comité a tenu neuf réunions régulières. Il a examiné les aspects éthiques de huit nouveaux projets. Les membres du comité ont également porté leur attention sur des projets en cours de réalisation ayant subi des modifications suffisamment importantes pour inciter les responsables de projets à demander un avis. Quelques demandes d'accès aux données à des fins de recherche ont été soumises à l'expertise des membres du comité. Enfin, le comité a poursuivi son travail de sensibilisation en rencontrant des gestionnaires de l'Institut.

Dans son rapport, le président souligne la disponibilité et la qualité des présentations des responsables de projet. Les membres du comité ont noté un soin évident dans la rédaction des ententes établissant les responsabilités de chacun des acteurs, réduisant les risques pour l'ensemble des intervenants et partenaires. La facture des lettres d'information continue de s'améliorer, tant sur le plan du contenu qu'au regard de la présentation. Le comité considère cependant qu'il serait souhaitable que la lettre aux participants aux enquêtes et le formulaire de consentement fassent mention de l'approbation du projet par le Comité d'éthique de l'Institut.

Le formulaire « demande d'évaluation » est en processus de révision. Une fois ce travail complété, le formulaire sera ensuite informatisé enfin de faciliter l'acheminement et la gestion des demandes.

En 2014-2015, les membres du comité amorceront une réflexion sur les enjeux liés au partage d'informations entre institutions. Le comité entend également poursuivre sa réflexion dans l'application des règles de communication des renseignements personnels lorsqu'un employé est témoin d'actes préjudiciables, notamment auprès de jeunes enfants. Enfin, le comité poursuivra son travail de sensibilisation en ce qui a trait au suivi des enquêtes tout au long de leur déroulement.

Sources :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle, Secrétariat et Affaires juridiques.

EMPLOI ET QUALITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE DANS L'ADMINISTRATION

L'Institut accorde une attention particulière à l'emploi et à la qualité de la langue française. Le français est la langue du travail, celle des normes d'achat ainsi que celle des règles concernant les technologies de l'information.

Tous les documents destinés à une large diffusion, tels que les publications et les communiqués de presse font l'objet d'une révision linguistique. Des ouvrages de référence sont également à la disposition du personnel.

En 2013-2014, le comité permanent chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique linguistique institutionnelle a tenu une rencontre. La mandataire désignée par le directeur général a reçu des demandes du personnel portant notamment sur la langue utilisée dans les communications écrites avec les personnes morales et les entreprises, la traduction de documents présentés lors d'événements ainsi que la traduction de certains travaux sur le site Internet de l'Institut.

Le comité a effectué une révision de la politique linguistique institutionnelle afin qu'elle tienne compte des exigences de la Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration. Ce projet de politique linguistique, qui comprend par ailleurs un aide-mémoire a été soumis à l'Office québécois de la langue française afin d'obtenir ses commentaires. Suivant l'approbation de cette politique, des activités de diffusion et de formation sont prévues.

Source :
Secrétariat et Affaires juridiques.

POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS

La grille tarifaire des services offerts par l'Institut vise le recouvrement des coûts relatifs à la production de biens et services faisant l'objet de demandes spécifiques de sa clientèle.

Cette grille, mise à jour annuellement, permet à l'Institut de se conformer à la Politique de financement des services publics annoncée lors du Discours sur le budget 2009-2010. Cette politique vise à améliorer le financement des services publics afin d'en maintenir la qualité et d'assurer la transparence et la reddition de comptes relative au processus tarifaire.

En 2013-2014, la production tarifée a rapporté à l'Institut 12,3 millions de dollars, tandis que les coûts relatifs à ces produits et services ont atteint 14,4 millions de dollars. Dans ce contexte, le niveau de financement atteint 85,0 % au 31 mars 2014. Le niveau de financement s'élevait à 85,7 % en 2012-2013.

En prévision de l'année financière 2014-2015, la grille tarifaire a été revue et majorée de 3,16 % au 1er avril 2014 conformément à la Politique de financement des services publics.

Source :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL ET ÉTATS FINANCIERS

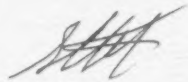
RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de l'Institut de la statistique du Québec (l'Institut) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'Institut reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'Institut, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion.



Stéphane Mercier
Directeur général de l'Institut de la statistique du Québec

Québec, le 5 juin 2014

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Institut de la statistique du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014, les états des résultats et du déficit cumulé, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Institut de la statistique du Québec au 31 mars 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Conformité des opérations à la loi constitutive de l'Institut de la statistique du Québec

En vertu de l'article 38 de sa loi constitutive, l'Institut de la statistique du Québec ne peut effectuer des paiements ou assumer des obligations, dont le coût dépasse, dans un même exercice financier, les sommes dont il dispose pour l'exercice au cours duquel ces paiements sont effectués ou ces obligations assumées.

Or, le résultat déficitaire cumulé au 31 mars 2014 de 1 407 698 $ témoigne que l'Institut de la statistique du Québec a effectué des paiements ou assumé des obligations dont le coût dépasse les sommes dont il disposait. Ainsi, les dispositions de l'article 38 de la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (RLRQ, chapitre I-13.011) n'ont pas été respectées.

Michel Samson, CPA auditeur, CA

Le vérificateur général du Québec par intérim,
Michel Samson, CPA auditeur, CA

Québec, le 5 juin 2014

ÉTATS DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT CUMULÉ DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS

	Budget	2014	2013
REVENUS			
Subvention de fonctionnement du gouvernement du Québec	12 879 500 $	13 017 288 $	13 589 700 $
Services rendus	12 500 074	12 272 541	14 680 752
Autres revenus	30 000	14 457	40 039
	25 409 574	25 304 286	28 310 491
CHARGES			
Traitements et avantages sociaux	21 987 416	21 402 136	22 447 970
Honoraires professionnels	608 678	510 218	1 187 418
Loyers	2 052 858	2 056 058	2 040 595
Services et fournitures informatiques	626 428	717 032	663 402
Achats de données statistiques	222 885	298 927	398 291
Communications	453 365	367 199	533 543
Frais de déplacement et de séjour	299 325	218 699	158 395
Frais de bureau	117 668	98 691	131 774
Impression	147 927	147 151	124 625
Frais de formation	167 264	199 722	165 488
Amortissement des immobilisations corporelles	965 928	892 007	1 037 063
Autres charges	166 390	92 499	107 160
	27 816 132	27 000 339	28 995 724
DÉFICIT DE L'EXERCICE	(2 406 558)	(1 696 053)	(685 233)
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT	288 355	288 355	973 588
(DÉFICIT) EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN	(2 118 203)$	(1 407 698)$	288 355 $

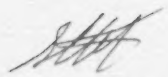
Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS

	2014	2013
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 085 078 $	1 556 293 $
Débiteurs (note 4)	3 889 513	2 486 853
Services rendus non facturés	2 412 841	3 842 790
	7 387 432	7 885 936
PASSIFS		
Créditeurs et frais courus (note 5)	1 325 199	1 294 945
Revenus reportés	3 375 359	2 290 726
Provision pour indemnités de vacances dues aux employés	2 164 403	2 157 227
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 6)	11 970	24 514
Provision pour congés de maladie (note 7)	3 452 264	3 870 167
	10 329 195	9 637 579
DETTE NETTE	(2 941 763)	(1 751 643)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 8)	1 335 271	1 695 641
Charges payées d'avance	198 794	344 357
	1 534 065	2 039 998
(DÉFICIT) EXCÉDENT CUMULÉ	(1 407 698)$	288 355 $

OPÉRATIONS NON MONÉTAIRES (note 10)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



Stéphane Mercier
Directeur général de l'Institut de la statistique du Québec

ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS

	Budget	2014	2013
Déficit de l'exercice	(2 406 558)$	(1 696 053)$	(685 233)$
Acquisition d'immobilisations corporelles (note 8)	(772 234)	(531 637)	(438 088)
Amortissement des immobilisations corporelles (note 8)	965 928	892 007	1 037 063
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	-	-	661
	193 694	360 370	599 636
Acquisition de charges payées d'avance	(434 829)	(194 182)	(342 833)
Utilisation de charges payées d'avance	434 829	339 745	380 213
	-	145 563	37 380
Augmentation de la dette nette	(2 212 864)	(1 190 120)	(48 217)
Dette nette au début	(1 751 643)	(1 751 643)	(1 703 426)
Dette nette à la fin	(3 964 507)$	(2 941 763)$	(1 751 643)$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS

	2014	2013
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Déficit de l'exercice	(1 696 053)$	(685 233)$
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	892 007	1 037 063
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles	-	661
Variation des actifs et des passifs liés au fonctionnement		
(Augmentation) diminution des débiteurs	(1 402 660)	1 166 623
Diminution des services rendus non facturés	1 429 949	262 082
Diminution des charges payées d'avance	145 563	37 380
Augmentation des créditeurs et frais courus	20 595	21 862
Augmentation (diminution) des revenus reportés	1 084 633	(496 125)
Augmentation des indemnités de vacances dues aux employés	7 176	144 461
(Diminution) augmentation de la provision pour congés de maladie	(417 903)	156 521
	1 759 360	2 330 528
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	63 307	1 645 295
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(521 978)	(615 237)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS (SUITE)

	2014	2013
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de la dette relative à un contrat de location-acquisition et flux de trésorerie liés aux activités de financement	(12 544) $	(12 029) $
(DIMINUTION) AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE	(471 215)	1 018 029
TRÉSORERIE AU DÉBUT	1 556 293	538 264
TRÉSORERIE À LA FIN	1 085 078 $	1 556 293 $

Un montant de 39 300 $ pour l'acquisition d'immobilisations corporelles est inclus dans les créditeurs et frais courus au 31 mars 2014 (29 641 $ au 31 mars 2013).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014

1. CONSTITUTION ET OBJET

L'Institut de la statistique du Québec (l'Institut), constitué en vertu de la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (L.R.Q. chapitre I-13.011), a pour mission de fournir des informations statistiques qui sont fiables et objectives sur la situation du Québec quant à tous les aspects de la société québécoise pour lesquels de telles informations sont pertinentes.

En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, l'Institut n'est pas assujetti aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la présentation de ses états financiers, l'Institut utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de l'Institut par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'une estimation sont les services rendus non facturés, la durée de vie utile des immobilisations corporelles, les indemnités de vacances dues aux employés ainsi que la provision pour congés de maladie. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devise étrangère.

Instruments financiers

L'encaisse et les débiteurs (excluant les taxes à recevoir) sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014 (SUITE)

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES *(suite)*

Les créditeurs et frais courus (excluant les déductions à la source à payer et les taxes à payer) ainsi que les indemnités de vacances dues aux employés sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

REVENUS

Subvention de fonctionnement du gouvernement du Québec

La subvention est constatée dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu à ces revenus, dans la mesure où elle est autorisée, que l'entité a satisfait aux critères d'admissibilité, s'il en est, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause.

Comptabilisation des revenus, services rendus non facturés et revenus reportés

Les revenus pour services rendus sont constatés selon la méthode de l'avancement des travaux. Les services rendus non facturés comprennent les honoraires et les déboursés non facturés aux clients à la valeur nette de réalisation. Les revenus reportés se composent de travaux facturés à l'avance. Une perte sur contrat est constatée dès que l'Institut détermine que le projet sera non rentable.

CHARGES

Les charges comprennent le coût des ressources qui sont consommées dans le cadre des activités de fonctionnement de l'exercice et qui peuvent être rattachées à ces activités.

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie

La trésorerie est composée de l'encaisse, soit des fonds de caisse et des soldes bancaires, le cas échéant, déduction faite des chèques en circulation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014 (SUITE)

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES *(suite)*

PASSIFS

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, puisque l'Institut ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables établies par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES *(suite)*

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Les équipements informatiques loués en vertu d'un contrat de location-acquisition sont comptabilisés au coût, c'est-à-dire à la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail, diminués des frais accessoires qu'ils renferment. L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile :

Améliorations locatives	5 ans
Ameublement	5 ans
Développement informatique	5 ans
Équipement	3 ans
Équipement informatique	4 ans
Logiciels	4 ans
Système téléphonique	3 ans
Outil de collecte	3 ans
Équipement informatique loué en vertu d'un contrat de location-acquisition	5 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'Institut de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

Charges payées d'avance

Les charges payées d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice pour des services dont l'entité bénéficiera au cours du ou des prochains exercices. Elles sont imputées aux charges au moment où l'entité bénéficiera des services acquis.

3. MARGE DE CRÉDIT AUTORISÉE

L'Institut dispose d'un crédit rotatif de 3 000 000 $ auprès du fonds général du fonds consolidé du revenu (2 000 000 $ en 2013). Les avances portent intérêt au taux préférentiel de la Banque Nationale du Canada à échéance le 31 mai 2018. Au 31 mars 2014, aucune avance n'avait été contractée (0 $ en 2013).

4. DÉBITEURS

	2014	2013
Compte client	3 836 707 $	2 480 620 $
Intérêts courus à recevoir	-	1 314
Taxes à recevoir	52 806	4 919
	3 889 513 $	2 486 853 $

5. CRÉDITEURS ET FRAIS COURUS

	2014	2013
Fournisseurs	231 372 $	263 008 $
Frais courus à payer	64 777	76 560
Déductions à la source à payer	171 416	161 603
Traitements et heures supplémentaires à payer	789 359	726 885
Taxes à payer	66 350	66 889
Intérêts à payer	1 925	-
	1 325 199 $	1 294 945 $

6. OBLIGATION DÉCOULANT D'UN CONTRAT DE LOCATION-ACQUISITION

	2014	2013
Obligation envers Toshiba solution d'affaires au taux de 4.2%, remboursable en versements mensuels de 1 111$, comprenant capital et intérêts, échéant en février 2015	11 970 $	24 514 $

Les paiements minimums futurs aux termes du contrat de location-acquisition de même que la valeur actuelle des effets à payer au 31 mars 2014 sont les suivants :

Total des paiements minimums futurs	12 223 $
Moins partie représentant les intérêts	253
	11 970 $

Les paiements minimums futurs au cours des deux prochains exercices se chiffrent à 12 223 $.

NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014 (SUITE)

7. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes de retraite

Les membres du personnel de l'Institut participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1er janvier 2014, les taux de cotisation de certains régimes de retraite ont été modifiés. Ainsi, le taux pour le RREGOP est passé de 9,18 % à 9,84 % de la masse salariale cotisable et le taux pour le RRPE et le RRAS est passé de 12,30 % à 14,38 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE et du RRAS de 5,73 % au 1er janvier 2014 (0,54 % au 1er janvier 2013) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et d'un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi, l'Institut doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2013 correspondant à 1,08 % de la masse salariale cotisable et à 11,46 % de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2014.

Les cotisations de l'Institut, incluant le montant de compensation à verser au RRPE et au RRAS, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 1 225 559 $ (2013 : 1 236 281 $). Les obligations de l'Institut envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses obligations à titre d'employeurs.

Provision pour congés de maladie

L'Institut dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par l'Institut.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquels ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès.

Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

7. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS *(suite)*

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à l'Institut. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

	2014	2013
Solde au début	3 870 167 $	3 713 646 $
Charge de l'exercice	712 753	1 247 676
Prestations versées au cours de l'exercice	(1 130 656)	(1 091 155)
Solde à la fin	3 452 264 $	3 870 167 $

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars 2014 :

	2014		2013	
	RRPE, RRAS	RREGOP	RRPE, RRAS	RREGOP
Taux de croissance de la rémunération	3,80 %	3,80 %	4,55 %	3,95 %
Taux d'actualisation	3,17 %	4,16 %	2,86 %	3,69 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	8 ans	17 ans	9 ans	17 ans

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014										
	Améliorations locatives	Ameublement	Développement informatique	Équipement	Équipement informatique[1]	Logiciels[1]	Systèmes téléphoniques	Outil de collecte	Équipement informatique loué en vertu d'un contrat de location-acquisition	31 mars 2014
	$									
Coût										
Solde au début	1 846 609	664 218	5 020 163	46 279	2 846 240	931 338	336 939	176 507	60 040	11 928 333
Acquisitions	67 355	-	-	-	144 102	320 180	-	-	-	531 637
Dispositions	(3 536)	-	-	-	-	-	-	-	-	(3 536)
Solde à la fin	1 910 428	664 218	5 020 163	46 279	2 990 342	1 251 518	336 939	176 507	60 040	12 456 434
Amortissement cumulé										
Solde au début	1 418 088	553 901	5 020 163	46 279	2 138 529	595 838	285 636	137 233	37 025	10 232 692
Amortissement	209 662	58 223	-	-	381 879	159 813	31 148	39 274	12 008	892 007
Dispositions	(3 536)	-	-	-	-	-	-	-	-	(3 536)
Solde à la fin	1 624 214	612 124	5 020 163	46 279	2 520 408	755 651	316 784	176 507	49 033	11 121 163
Valeur nette comptable	286 214	52 094	-	-	469 934	495 867	20 155	-	11 007	1 335 271

1 Au 31 mars 2014, ces postes incluent un total de 281 697 $ d'acquisitions sur lesquelles aucun amortissement n'a été comptabilisé (0 $ en 2013).

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES *(suite)*

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2013

	Améliorations locatives	Ameublement	Développement informatique	Équipement	Équipement informatique	Logiciels	Systèmes téléphoniques	Outil de collecte	Équipement informatique loué en vertu d'un contrat de location-acquisition	31 mars 2013
					$					
Coût										
Solde au début	1 774 917	648 088	5 020 163	46 279	2 765 968	757 920	336 939	176 507	60 040	11 586 821
Acquisitions	71 692	16 130	-	-	175 355	174 911	-	-	-	438 088
Dispositions	-	-	-	-	(95 083)	(1 493)	-	-	-	(96 576)
Solde à la fin	1 846 609	664 218	5 020 163	46 279	2 846 240	931 338	336 939	176 507	60 040	11 928 333
Amortissement cumulé										
Solde au début	1 206 000	492 857	5 020 163	46 279	1 762 478	407 533	252 820	78 397	25 017	9 291 544
Amortissement	212 088	61 044	-	-	470 473	189 798	32 816	58 836	12 008	1 037 063
Dispositions	-	-	-	-	(94 422)	(1 493)	-	-	-	(95 915)
Solde à la fin	1 418 088	553 901	5 020 163	46 279	2 138 529	595 838	285 636	137 233	37 025	10 232 692
Valeur nette comptable	428 521	110 317	-	-	707 711	335 500	51 303	39 274	23 015	1 695 641

NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014 (SUITE)

9. INSTRUMENTS FINANCIERS

Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que l'Institut subisse une perte financière si les contreparties font défaut d'exécuter les conditions des contrats. L'exposition maximale de l'Institut au risque de crédit est liée à l'encaisse et aux débiteurs.

L'Institut ne croit pas être exposé à un niveau de risque de crédit significatif à l'égard de ses débiteurs. En effet, la majorité de ses clients sont à l'intérieur du périmètre gouvernemental. Ainsi, le risque de crédit est moindre compte tenu de l'assurance du recouvrement de ces débiteurs.

	2014	2013
Moins de 30 jours	2 594 711 $	2 189 070 $
De 30 à 60 jours	1 209 755	290 867
Plus de 60 jours	32 241	1 997
	3 836 707 $	2 481 934 $

9. INSTRUMENTS FINANCIERS *(suite)*

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'Institut ne soit pas en mesure de satisfaire ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. L'Institut gère ce risque en tenant compte des besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'Institut établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels, qui sont tous dus dans le prochain exercice, se détaillent comme suit :

	2014	2013
Fournisseurs	231 372 $	263 008 $
Frais courus à payer	64 777	76 560
Intérêts à payer	1 925	-
Traitements et heures supplémentaires à payer	789 359	726 885
Indemnités de vacances dues aux employés	2 164 403	2 157 227
	3 251 836 $	3 223 680 $

NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014 (SUITE)

10. OPÉRATIONS NON MONÉTAIRES

Conformément à une entente de partenariat concernant le financement de l'*Étude longitudinale du développement des enfants du Québec* (ELDEQ volet E16), l'Institut s'est engagé à fournir des services à titre gratuit d'une valeur initiale totale de 210 000 $ pour la période du 1er octobre 2012 au 31 janvier 2016. Le solde de cet engagement au 31 mars 2014 est de 17 646 $.

Conformément à une entente de partenariat concernant le financement de l'*Étude longitudinale du développement des enfants du Québec* (ÉLDEQ volet E18), l'Institut s'est engagé à fournir des services à titre gratuit d'une valeur initiale totale de 250 000 $ pour la période du 1er mars 2014 au 31 décembre 2019. Le solde de cet engagement au 31 mars 2014 est de 249 289 $.

Conformément à une entente de partenariat concernant le fonctionnement de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ), l'Institut s'est engagé à fournir des services à titre gratuit d'une valeur initiale totale de 2 368 527 $ répartie sur trois ans, soit un montant annuel de 789 509 $ jusqu'en mars 2015. Le solde de cet engagement au 31 mars 2014 est de 789 509 $.

11. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

L'Institut a reçu une subvention de fonctionnement du gouvernement du Québec d'un montant de 13 017 288 $ (13 589 700 $ en 2013).

En plus des opérations entre apparentés déjà exposées dans les états financiers et comptabilisés à la valeur d'échange, l'Institut est apparenté à tous les ministères et fonds spéciaux ainsi qu'à tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'Institut n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas toutes exposées distinctement dans les états financiers.

LISTE DES ENQUÊTES STATISTIQUES

LES ENQUÊTES AUPRÈS DES INDIVIDUS ET DES MÉNAGES

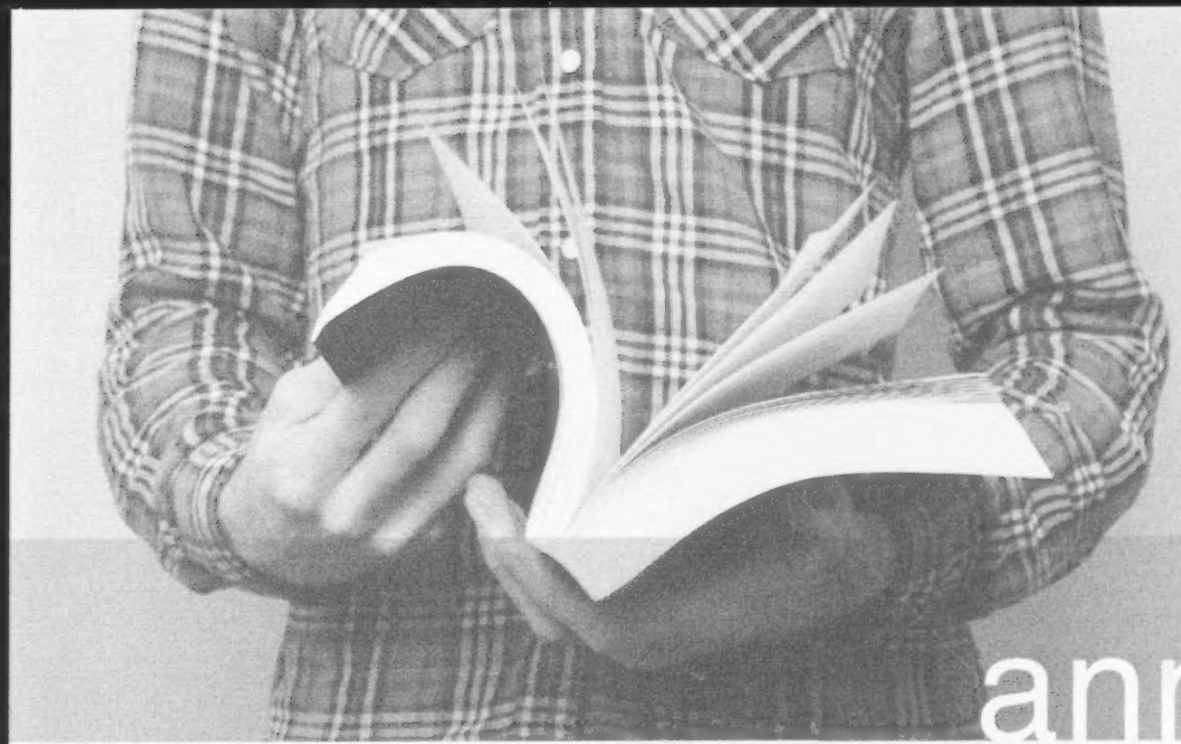
- Enquête Grandir en qualité
- Enquête québécoise sur le tabac, l'alcool, la drogue et le jeu chez les élèves du secondaire
- Enquête sociale et de santé outaouaise régionale
- Enquête sur la qualité des services de lutte contre le cancer
- Enquête québécoise sur la santé de la population
- Enquête sur les habitudes tabagiques des Québécois
- Étude longitudinale du développement des enfants du Québec

LES ENQUÊTES AUPRÈS DES ENTREPRISES – ENTREPRISES PRIVÉES ET INSTITUTIONS

- Enquête auprès des distributeurs et diffuseurs de livres du Québec
- Enquête minière du Québec (Volets annuel et préliminaire – Investissement)
- Enquête minière du Québec (Volets annuel et préliminaire – Production)
- Enquête minière du Québec (Volets mensuel et trimestriel)
- Enquête statistique sur les acquisitions d'œuvres d'art
- Enquête sur l'activité des fonds communs de placement au Québec
- Enquête sur l'apiculture au Québec
- Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement du Québec
- Enquête sur la fréquentation des institutions muséales
- Enquête sur la fréquentation des spectacles au Québec
- Enquête sur la fréquentation des terrains de camping au Québec
- Enquête sur la mise en marché de la pomme
- Enquête sur la pomme de terre, écoulement de la récolte 2012
- Enquête sur la pomme de terre, ensemencement 2013
- Enquête sur la pomme de terre, récolte 2013
- Enquête sur la rémunération globale
- Enquête sur la vente de livres neufs au Québec
- Enquête sur le courtage de détail en valeurs mobilières au Québec
- Enquête sur les projections cinématographiques
- Enquête sur les statistiques avicoles

LES ENQUÊTES AUPRÈS DES ENTREPRISES – MUNICIPALITÉS ET ADMINISTRATION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE

- Enquête sur les dépenses de l'administration publique québécoise au titre de la culture
- Enquête sur les dépenses des municipalités au titre de la culture
- Enquête sur les dépenses en recherche, science, technologie et innovation au sein de l'administration publique québécoise
- Enquête sur les projets d'investissement au Québec (Données provisoires et données réelles)
- Enquête sur les statistiques trimestrielles des finances municipales



annexes

ANNEXE 1 – LISTE DES PUBLICATIONS

ANNEXE 2 – LISTE DES ARTICLES PARUS DANS LES PÉRIODIQUES DE L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

ANNEXE 1 – LISTE DES PUBLICATIONS

BIOALIMENTAIRE

- Faits saillants de l'*Enquête sur l'apiculture au Québec*
- Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire du Québec, édition 2013

COMMERCE EXTÉRIEUR

- Commerce international des marchandises du Québec

COMPARAISONS ÉCONOMIQUES

- Tableau statistique canadien

COMPTES ÉCONOMIQUES

- Bulletin Flash
- Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec, édition 2013
- Comptes économiques du Québec
- Investissements sous contrôle étranger
- Produit intérieur brut par industrie au Québec (mensuel)
- Produit intérieur brut régional par industrie au Québec 2012
- Rapport d'enquête : Le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises au Québec [Nouvelle publication]
- Stat-EXPRESS. Bulletin hebdomadaire des indicateurs économiques conjoncturels

CONDITIONS DE VIE ET BIEN-ÊTRE

- L'ELDEQ en bref 1998-2010
- L'Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle [Nouvelle publication]
- La santé physique et mentale des enfants [Nouvelle publication]
- La violence dans la vie des enfants
- Les profils de revenu des personnes à faible revenu
- Les pratiques de conciliation travail et vie personnelle : un outil pour atténuer la détresse psychologique [Nouvelle publication]
- Portrait des jeunes, fiche évolutive par région [Nouvelle publication]

- Portraits et trajectoires
- Regard statistique sur la jeunesse [Nouvelle publication]
- Revenu, faible revenu et inégalité : Portrait des Québécoises et des Québécois de 55 ans et plus vivant en logement privé

CULTURE ET COMMUNICATIONS

- État des lieux du cinéma et de la télévision au Québec
  - Cahier 1 : Flux financiers et organisation industrielle
  - Cahier 2 : Encadrement législatif et organisation associative
- Les artistes en arts visuels. Portrait statistique des conditions de pratique au Québec, 2010 [Nouvelle publication]
- Optique Culture
- Statistiques sur l'industrie du film et de la production télévisuelle indépendante. Édition 2013
  - Tome 1 : L'exploitation cinématographique
  - Tome 2 : Production, financement, diffusion et patrimoine cinématographique

DÉMOGRAPHIE

- Coup d'œil sociodémographique
- Données sociodémographiques en bref
- Le bilan démographique du Québec, édition 2013

DÉVELOPPEMENT DURABLE

- Enquête québécoise sur l'industrie de l'environnement 2011 [Nouvelle publication]
- Recueil des indicateurs de suivi de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013
- Recueil des indicateurs de développement durable

INSTITUTIONS FINANCIÈRES

- Comparaison interprovinciale des principaux indicateurs économiques, édition 2013
- Courtage de détail en valeurs mobilières
- Emploi et rémunération de l'industrie des services financiers, Canada et provinces (mensuel)
- Emploi et rémunération de l'industrie des services financiers, édition 2013
- Fonds communs de placement au Québec
- PIB et indice de concentration géographique de l'industrie des services financiers, Canada et provinces, données provisoires et révisées 2012

MINES

- Bulletin Mines en chiffres, édition 2012

RÉGIONS

- Bulletins statistiques régionaux
- Les déterminants de l'entrepreneuriat dans les MRC du Québec [Nouvelle publication]
- Panorama des régions du Québec, édition 2013

SANTÉ

- *Enquête québécoise sur l'expérience de soins, 2010-2011*
  - Volume 3 : La consultation pour des services sociaux : regard sur l'expérience vécue par les Québécois
  - Volume 4 : L'hospitalisation et la consultation d'un médecin à l'urgence d'un hôpital : regard sur l'expérience vécue par les Québécois
  - Volume 5 : La consultation d'un médecin spécialiste : regard sur l'expérience vécue par les Québécois
  - Volume 6 : Tests de laboratoire, examens radiologiques et médicaments d'ordonnance : regard sur l'expérience vécue par les Québécois
- *Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire*
  - Tome 2 : Le visage des jeunes d'aujourd'hui : leur santé mentale et leur adaptation sociale
- *Enquête québécoise sur les limitations d'activités, les maladies chroniques et le vieillissement, 2010-2011*
  - Volume 2 : Utilisation des services de santé et des services sociaux des personnes avec incapacité
  - Volume 3 : Utilisation des services de santé et des services sociaux par les personnes de 65 ans et plus
  - Volume 4 : Utilisation des services de santé et des services sociaux par les personnes avec un problème de santé de longue durée
- Zoom santé

SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INFORMATION

- Bulletin S@voir.stat
- Bulletin Science, technologie et innovation en bref
- Compendium d'indicateurs de l'activité scientifique et technologique au Québec, édition 2013
- Enquête québécoise sur l'accès des ménages à Internet [Nouvelle publication]
- Intégration d'Internet aux processus d'affaires dans les entreprises québécoises [Nouvelle publication]

SECTEUR MANUFACTURIER

- Le manufacturier en bref
- Portrait statistique du secteur manufacturier au Québec

TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

- Annuaire québécois des statistiques du travail 2002-2012
- Annuaire québécois des statistiques du travail 2003-2013
- État du marché du travail au Québec. Bilan de l'année 2013
- Flash-info
- La surqualification au Québec [Nouvelle publication]
- Marché du travail et qualité de l'emploi : un regard inédit sur la situation dans les régions du Québec [Nouvelle publication]
- Rémunération des salariés : État et évolution comparée 2013
- Rémunération des salariés : État et évolution comparée 2013, faits saillants [Nouvelle publication]
- Rémunération par catégorie d'emploi en 2012
- Résultats de l'*Enquête sur la population active* pour le Québec
- Résultats de l'*Enquête sur la rémunération globale* au Québec

DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

- Calendrier de diffusion de l'information statistique sur différents aspects de la société québécoise 2014-2015
- Le modèle intersectoriel du Québec : Fonctionnement et application
- Le Québec chiffres en mains, édition 2014
- Modifications aux municipalités du Québec – Bulletin annuel
- Modifications aux municipalités du Québec – Bulletin mensuel
- Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2014-2015
- *Québec Handy Numbers, 2013 Edition*
- Rapport annuel de gestion 2012-2013

ANNEXE 2 – LISTE DES ARTICLES PARUS DANS LES PÉRIODIQUES DE L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

BULLETIN FLASH

> Avril 2013	Le marché du travail dans les MRC
> Mai 2013	Investissements privés et publics, Québec et ses régions : perspectives 2013
> Novembre 2013	Investissements sous contrôle étranger
> Décembre 2013	Revenu disponible, édition 2013

CAPSULES : TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

> Pouvoir d'achat et durée du travail de la population non étudiante travaillant au salaire minimum

> Même profession, salaires différents : les femmes professionnelles moins bien rémunérées

COMMERCE INTERNATIONAL DES MARCHANDISES

> Volume 14, numéro 1	Évolution des exportations du Québec
> Volume 14, numéro 2	Hausse des exportations au deuxième trimestre 2013 Évolution des importations du Québec
> Volume 14, numéro 3	Diminution des exportations au troisième trimestre 2013 Les importations fléchissent au troisième trimestre
> Volume 14, numéro 4	Croissance des exportations au quatrième trimestre Diminution des importations au quatrième trimestre 2013

COUP D'ŒIL SOCIODÉMOGRAPHIQUE

> Numéro 25	Les naissances au Québec en 2012 : un peu moins de 1,7 enfant par femme
> Numéro 26	La mortalité et l'espérance de vie au Québec en 2012
> Numéro 27	Portrait des personnes proches aidantes âgées de 45 ans et plus
> Numéro 28	Les mariages au Québec en 2012 : les cérémonies religieuses représentent tout juste un mariage sur deux
> Numéro 29	Le sentiment de sécurité et la perception de la population québécoise à l'égard de la criminalité

> Numéro 30	Regard sur deux décennies d'évolution du niveau de scolarité de la population québécoise à partir de l'*Enquête sur la population active*
> Numéro 31	La migration interrégionale au Québec en 2012-2013

DONNÉES SOCIODÉMOGRAPHIQUES EN BREF

> Volume 17, numéro 3	Portrait démographique du Québec et du Canada : évolution convergente, divergente ou parallèle? L'emploi du temps des personnes aînées au Québec La transition travail-retraite : conséquences sur le revenu et les sources de revenus d'une cohorte
> Volume 18, numéro 1	Les déterminants de l'épargne-études au Québec Regard démographique sur le Québec et les États-Unis au tournant du 21e siècle La répartition du temps des parents québécois et la conciliation de leurs responsabilités familiales et professionnelles Le faible revenu des personnes âgées de 60 à 64 ans
> Volume 18, numéro 2	La tenue d'un budget dans le ménage La satisfaction de l'équilibre travail-famille comme gage de la santé mentale Le soutien familial obtenu au cours de la vie Revenu et composition du revenu des travailleurs autonomes

FLASH-INFO TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

> Volume 14, numéro 2	Durée du travail annuelle au Québec et en Ontario : quels sont les écarts?
> Volume 14, numéro 3	Rareté ou surplus de main-d'œuvre qualifiée au Québec : analyse comparée de l'évolution des qualifications sur le marché du travail de 1990 à 2012 Le personnel syndiqué dans les entreprises québécoises de 200 employés et plus : en plus grand nombre, mais une rémunération similaire à celle des non-syndiqués
> Volume 15, numéro 1	Les mises à pied au Québec : est-ce que le portrait a changé depuis 1976? Travailler à temps plein n'est pas une panacée contre le faible revenu au Québec : encore moins pour les immigrants

L'ÉLDEQ EN BREF 1998-2010

> Volume 7, fascicule 3	La collaboration parent-école au primaire : le point de vue des parents
> Volume 7, fascicule 4	Les facteurs liés à la réussite à l'épreuve obligatoire de mathématiques en sixième année du primaire : un tour d'horizon

MINES EN CHIFFRES

> L'investissement minier au Québec en 2012

OPTIQUE CULTURE

> Numéro 23	Les artistes en arts visuels québécois : un aperçu statistique
> Numéro 24	Les ventes d'enregistrements sonores au Québec en 2012
> Numéro 25	Les dépenses culturelles des municipalités en 2011
> Numéro 26	Le développement de pratiques culturelles chez les enfants
> Numéro 27	Les ventes de livres de 2008 à 2012
> Numéro 28	La fréquentation des arts de la scène en 2012
> Numéro 29	Les acquisitions d'œuvres d'art des musées, des entreprises et des institutions en 2010-2011 et 2011-2012
> Numéro 30	La fréquentation des cinémas en 2013

PORTRAITS & TRAJECTOIRES

> Numéro 18	Conditions de la petite enfance et préparation pour l'école : l'importance du soutien social aux familles

S@VOIR.STAT

> Volume 13, numéro 3	Portrait de la demande de financement externe par les PME en 2011 – Comparaison entre le Québec et le Canada
> Volume 13, numéro 4	L'impact des technologies de l'information et des communications sur la croissance économique
> Volume 14, numéro 1	L'aide fiscale du gouvernement du Québec pour la R-D industrielle : 2006-2010
> Volume 14, numéro 2	L'utilisation d'Internet à des fins personnelles au Québec en 2012

SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INNOVATION EN BREF

> Avril 2013	Les technologies de l'information et des communications dans les ménages québécois
> Mai 2013	L'accès des ménages à Internet
> Juin 2013	L'accès des entreprises à Internet dans les régions du Québec
> Juin 2013	L'accès à Internet des entreprises d'un employé et plus au Québec
> Mars 2014	L'innovation dans les entreprises du Québec et du Canada
> Mars 2014	Demande financement par les PME au Québec : comparaison entre 2011 et 2007

ZOOM SANTÉ

> Numéro 41	Santé physique et habitudes de vie chez les jeunes issus de l'immigration

INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

ORGANIGRAMME
AU 31 MARS 2014

Québec

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

Comité d'éthique

Directeur général
STÉPHANE MERCIER

Bureau de projets

Secrétariat et Affaires juridiques
MARIE-JOSÉ PÉAN[1]

Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales
PATRICIA CARIS

- Direction des statistiques de la société du savoir et Observatoire de la culture et des communications du Québec — DOMINIQUE JUTRAS
- Direction des statistiques sociodémographiques — PAUL BERTHIAUME
- Direction des statistiques de santé — GHYSLAINE NEILL
- Direction des enquêtes longitudinales et sociales — BERTRAND PERRON

Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques
PIERRE CAUCHON

- Direction des statistiques du travail et de la rémunération — PATRICE GAUTHIER
- Direction des statistiques économiques — PIERRE CAUCHON *intérim*
- Direction des statistiques sectorielles et du développement durable — YRÈNE GAGNÉ

Direction générale adjointe aux services à la production statistique
DEBRA DOLLARD

- Direction des stratégies et des opérations de collecte — NÉFISSA BEN HAJ SAIED
  - Service des opérations de collecte — MARIE-EVE ST-AMAND
- Direction de la méthodologie et de la qualité — SYLVAIN VÉGIARD

Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle
MARIE-JOSÉ PÉAN

- Direction des communications — JEAN ZAL
- Direction des ressources humaines — CAROLINE ST-PIERRE[2]
- Direction des ressources financières et matérielles — SOPHIE ROY
- Direction des services informationnels et technologiques — ANNIE GIGUÈRE[3]
  - Service du développement des solutions — ANNIE GIGUÈRE *intérim*

1. Responsable de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels.
2. Responsable de l'éthique.
3. Responsable de la sécurité de l'information.

INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

SOMMAIRE DES RÉSULTATS LIÉS AU PLAN STRATÉGIQUE 2009-2014

Québec

> ENJEU 1 INNOVATION POUR UN SYSTÈME STATISTIQUE QUÉBÉCOIS INTÉGRÉ

> ORIENTATION 1 STIMULER LE DÉVELOPPEMENT D'UNE GOUVERNANCE NOVATRICE EN MATIÈRE DE STATISTIQUES OFFICIELLES

1. Intensifier les efforts pour anticiper la connaissance statistique nécessaire pour le Québec

	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Nombre et nature des tribunes pertinentes où l'Institut est présent	**3** tribunes	**10** tribunes	**12** tribunes	**12** tribunes	**9** tribunes
Nombre de participants aux consultations d'anticipation	**541** organisations participantes	**772** organisations participantes	**840** organisations participantes	**595** organisations participantes	**552** organisations participantes
Nature des domaines de connaissance couverts	**8** nouveaux thèmes	**13** nouveaux thèmes	**16** nouveaux thèmes	**14** nouveaux thèmes	**13** nouveaux thèmes
Volume et nature des activités de veille et de recherche et développement	**221** activités de veille	**208** activités de veille	**328** activités de veille	**115** activités de veille	**114** activités de veille

2. Consolider le système de statistiques officielles dans une perspective de complémentarité et de cohérence

Nombre et nature des activités de consolidation	**31** activités	**35** activités	**37** activités	**32** activités	**25** activités
Pourcentage de statistiques officielles disponibles dans la BDSO	n.d.	n.d.	**30 %**	**33 %**	**46 %**

3. Alléger les demandes d'information auprès des citoyens et des entreprises

Volume de production statistique réalisée à partir de sources de données existantes	**244** publications et tableaux	**439** publications ou tableaux	**427** publications ou tableaux	**424** publications ou tableaux	**409** publications ou tableaux
Nombre d'enquêtes qui consolident des demandes d'information provenant de plus d'un ministère ou organisme	**15** enquêtes	**18** enquêtes	**21** enquêtes	**22** enquêtes	**21** enquêtes
Volume d'enquêtes utilisant le multimodal, adapté à la réalité du répondant	n.d.	**31 %**	**34 %**	**33 %**	**41 %**

4. De concert avec les partenaires, assurer la disponibilité des données nécessaires à la production statistique

Volume des sources de données disponibles	**431** sources de données	**971** sources de données	**1 009** sources de données	**1 041** sources de données	**1 081** sources de données
Nombre d'ententes garantissant l'approvisionnement de données à long terme	**21** ententes	**18** ententes	**23** ententes	**27** ententes	**27** ententes

> ENJEU 2 SATISFACTION DES BESOINS DE CONNAISSANCES STATISTIQUES POUR L'ÉPANOUISSEMENT DU QUÉBEC

> ORIENTATION 2 RÉPONDRE EFFICACEMENT À UNE DEMANDE CARACTÉRISÉE PAR LA COMPLEXITÉ ET LA DIVERSITÉ

5. Miser sur des produits et des services permettant à nos clients de réagir à la dynamique évolutive des besoins de la société

Volume d'utilisation des produits et services de l'Institut	> **112** ententes > **77** présentations (congrès, colloques) > **1 091 691** sessions sur le site Web > **475 670** consultations des publications électroniques	> **107** ententes > **71** présentations (congrès, colloques) > **1 199 784** sessions sur le site Web > **476 652** consultations des publications électroniques	> **81** ententes > **67** présentations (congrès, colloques) > **1 641 082** sessions sur le site Web > **667 053** consultations des publications électroniques	> **81** ententes > **64** présentations (congrès, colloques) > **1 615 633** sessions sur le site Web > **657 096** consultations des publications électroniques	> **110** ententes > **74** présentations (congrès, colloques) > **1 700 673** sessions sur le site Web > **629 000** consultations des publications électroniques
Couverture médiatique des travaux de l'Institut	**2 108** mentions	**2 594** mentions	**2 926** mentions	**2 579** mentions	**2 861** mentions

6. Maintenir la qualité et la neutralité de notre information statistique

Pourcentage des demandes traitées dans le délai fixé	> **100 %** (services d'accès aux données à des fins de recherche)	> **95 %** CID > **100 %** (services d'accès aux données à des fins de recherche)	> **98 %** CID > **100 %** (services d'accès aux données à des fins de recherche)	> **97 %** CID > **100 %** (services d'accès aux données à des fins de recherche)	> **95 %** CID > **100 %** (services d'accès aux données à des fins de recherche)

	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Taux de conformité aux dates de publication annoncées	74,1 %	62,8 %	69,5 %	72,2 %	77,7 %
Taux de réponse aux enquêtes d'envergure (Ratio de l'évolution des taux de réponse)	100,3	103,7	100,1	100,0	99,2

1. Assurer un accès convivial à l'information statistique en misant sur les nouvelles technologies

Nombre et nature de modes de prestation de services	7 nouveaux services	4 nouveaux services	3 nouveaux services	3 nouveaux services	5 nouveaux services
Taux de satisfaction des utilisateurs des services d'accès	91,9 % (site Web)	—	—	—	—

2. Maximiser l'exploitation des données par des tiers à des fins de recherche et de prise de décision

Nombre et nature de projets d'exploitation secondaire de données	27 projets	70 projets	69 projets	65 projets	52 projets
Nombre de banques de données utilisées	195 banques de données	203 banques de données	190 banques de données	181 banques de données	116 banques de données
Nombre d'alliances en vue de permettre l'exploitation de données	4 alliances	24 alliances	22 alliances	11 alliances	3 alliances

> ENJEU 3 QUALITÉ ET AGILITÉ ORGANISATIONNELLE

> ORIENTATION 3 SE DÉMARQUER EN TANT QU'ORGANISATION DE HAUT SAVOIR, MODERNE ET RESPECTUEUSE DE SES RESSOURCES

3. Assurer la disponibilité de l'expertise

Taux de vulnérabilité des emplois	24 %	21 %	18,5 %	19,1 %	17,9 %
Nombre de jours de formation et de recherche et développement par ETC	5,88 jours de formation par ETC	3,80 jours de formation par ETC	3,00 jours de formation par ETC	2,24 jours de formation par ETC	2,29 jours de formation par ETC
Pourcentage de la masse salariale investie dans la formation et le développement	4,3 %	3,1 %	2,3 %	1,8 %	1,8 %
Taux de roulement du personnel eu égard aux emplois vulnérables (sans les retraites)	2,78 %	0,92 %	1,35 %	2,27 %	1,32 %

4. Maintenir la mobilisation et la motivation du personnel afin de relever nos défis

Taux de satisfaction des employés	—	93 %	—	—	97 %
Taux d'absentéisme	4,79 %	3,84 %	3,73 %	3,98 %	4,57 %
Taux de participation des employés aux activités de mobilisation et de motivation	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

5. Reconnaître la contribution des ressources humaines au succès de l'organisation

Nombre et nature des activités de reconnaissance tenues	6 types d'activités	8 types d'activités	6 types d'activités	8 types d'activités	9 types d'activités
Taux des évaluations de rendement effectuées	53 %	66 %	56 %	58 %	55 %
Taux d'application des recommandations émises par les employés	Le Comité de qualité de vie au travail a été mis en place en janvier 2010	100 %	—	100 %	—

6. Disposer de l'information de gestion intégrée propice à la prise de décision

Degré d'avancement des travaux	4 processus révisés	4 processus révisés	3 processus révisés	2 processus révisés	2 processus révisés

7. Optimiser la gestion des risques, des opérations et des projets en s'inspirant des meilleures pratiques

Degré d'avancement des travaux	7 processus révisés	4 chantiers	4 processus révisés	4 processus révisés	1 processus révisé

Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui pour le Québec de demain

« L'Institut de la statistique du Québec est l'organisme gouvernemental responsable de produire, d'analyser et de diffuser des informations statistiques officielles, objectives et de qualité pour le Québec. Celles-ci enrichissent les connaissances, éclairent les débats et appuient la prise de décision des différents acteurs de la société québécoise. »

Institut de la statistique
Québec